L'unité

N°10 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 31 mars 1972



ITALIE : AU-DESSUS DU VOLCAN

Les entretiens socialistes-communistes / Pompidou rêve d'un sacre / Maire: «Notre Europe à nous...» / Trois textes de Blum

© Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3
Référendum : Pompidou rêve d'un sacre

4
Document : Chronologie d'un échec

6
A contre pied

7
Editorial : Ce n'est pas seulement l'Europe...

8
Syndicats : Maire : « Notre Europe à nous... »

9
Commerçants : Des bulletins de vote à pêcher

10
Italie : Au-dessus du volcan

13
Grenoble : A chacun sa chaîne

15
Enseignement : « Nous ne somme pas des diplodocus »

L'école de l'information

16
Cinéma : Drôle de drame

18
Animation : Le cinéma d'après les loulous

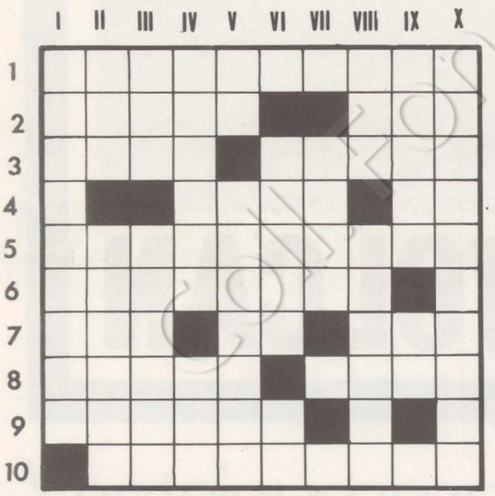
19
Télévision : Au risque de vous plaire

20
Anniversaire : Trois textes de Léon Blum

24
Ma part de vérité : Embrouilles, par François Mitterrand

PHOTOS
Gamma (pages 11, 12), Keystone (pages 9, 10, 12, 22, 23), André Perlstein (pages 8, 16, 18, 19). En couverture, manifestations gauchistes à Milan le 11 mars dernier.

Mots croisés



Problème n° 10

HORIZONTALEMENT

1 - Acclimatés. 2 - Elle n'a pas besoin d'étoile filante pour faire des vœux. Tranche d'histoire. 3 - Audacieux. Le contenu vaut souvent plus cher que ce contenant. 4 - Répandit. Préposition. 5 - Consigna. 6 - C'est mieux mais sans doute plus coûteux qu'une simple croix. 7 - Prénom féminin. Fin de série. Personnel. 8 - Patrie d'Alphonse Daudet. Peintre surréaliste. 9 - Un célèbre concile s'y déroula. 10 - Qui ne sont pas gênées par les autres.

VERTICALEMENT

1- Celui qui le cherche n'a besoin de personne pour l'aider. 2 - Possessif. Excellent pour mener les autres en bateau. 3 - Indispensable dans un certain jeu de plein air. Protestâmes. 4 - Slaves. Commencent ensemble. 5 - Vaut ce que ça vaut ! Pense d'abord à une personne qui lui est chère. 6 - Rousseau aurait pu l'avoir comme élève. Attrapé. 7 - Installé. 8 - Fin d'infinitif. Sorte d'embouchure. 9 - Choisir. A son âge, on ne connaissait pas l'argent ! 10 - Impressions.

SOLUTION DU PROBLEME N° 9

HORIZONTALEMENT : 1. Démagogues. - 2. Emotive. TI. - 3. R.p.i. (représentation proportionnelle intégrale). Réel. - 4. DA. Palette. - 5. Glu. An. - 6. EE. Eon. Sic. - 7. Rentière. - 8. Arrache. - 9. Clefs. Eu. - 10. Scie. Seaux.

VERTICALEMENT : 1. Déroger. Os. - 2. Empalées. - 3. Moi. Cl. - 4. AT (Hâté). Etale. - 5. Giratoire. - 6. OV (Ove). Nerfs. - 7. Gérer. Rase. - 8. Et. Sec. - 9. Etétai. Heu ! - 10. Silencieux.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : J.C. Charlet
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Collection Jean-Jaurès

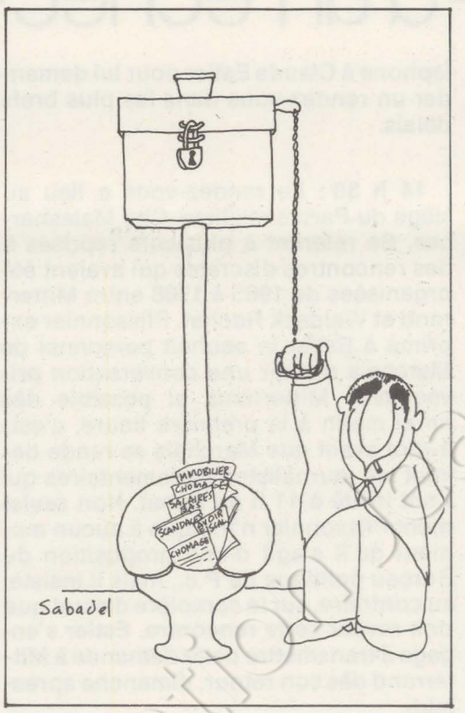
Pompidou rêve d'un sacre

La question qui sera posée aux Français le 23 avril ne sera connue que mercredi prochain, à l'issue du Conseil des ministres, soit près de trois semaines après l'annonce du référendum. A l'instar du général de Gaulle, Georges Pompidou ménage au cœur de la réalité des recoins de mystère, où le Pouvoir se tapit après avoir occupé le devant de la scène. En attendant le résultat du référendum, les supputations sur les intentions secrètes du chef de l'Etat iront en se multipliant, plus vraisemblables et mieux étayées les unes que les autres. Mais Pompidou se gardera bien de laisser entrevoir les fers qu'il a mis au feu ; une seule chose est sûre : à son habitude, il en a mis plusieurs, le pragmatisme étant chez lui plus une nature qu'une méthode.

Dissoudra-t-il l'Assemblée au lendemain du 23 avril pour procéder à des élections avant l'été ? Ajournera-t-il les législatives à l'automne, quitte à changer de gouvernement et à « ouvrir » largement la majorité aux centristes d'opposition, pour mieux traverser la période des vacances ? La première de ces deux hypothèses apparaît à beaucoup comme la plus vraisemblable. Elle n'est pas forcément la plus fondée.

« Je vous confirme qu'un débat de politique générale se déroulera au Parlement dans la première quinzaine de mai. J'aurai alors l'occasion de développer les thèmes qui sont au cœur de notre effort pour le progrès de notre société. Je le ferai en indiquant les grandes lignes et les étapes nouvelles qui doivent marquer la poursuite de cet effort. » Ainsi Jacques Chaban-Delmas s'est-il en effet engagé, sans la moindre équivoque, vendredi dernier, devant les parlementaires de l'U.d.r. Restant en place au lendemain du référendum, le Premier ministre devrait donc logiquement conduire la majorité à la bataille des législatives.

L'un des premiers soucis de la majorité est en tout cas, aujourd'hui, d'éviter que n'apparaisse la moindre discorde dans ses rangs. Elargie sans doute, mais unanime. Les gaullistes de foi et de fidélité pures et dures, comme Jacques Vendroux ou Maurice Couve de Murville, laisseront percer leur amertume, sans aller jusqu'à dénoncer avec fracas la trahison patente commise par Pompidou envers la conception gaullienne de l'Europe.



Mais, pour ne pas perdre les voix des gaullistes intransigeants, les chefs de la majorité ont déjà entrepris de réécrire l'Histoire. René Tomasini se félicite de voir Pompidou procéder selon « une démarche gaullienne exemplaire ». Jacques Chirac qui, décidément, parle trop fort ces temps-ci pour qu'on le prenne au sérieux, extirpe de son côté un texte de 1949 où le Général affirmait : « Le premier acte de la création de l'Europe libre doit être un référendum au suffrage universel.»

Ayant ainsi installé le référendum dans l'auberge espagnole du gaullisme, la majorité va mener une campagne, et une seule. Il ne saurait, en effet, être question pour elle d'apparaître sous les visages différents, bien qu'à peine contrastés, de l'U.d.r., des Républicains indépendants et du C.d.p.

Imperator

Les modalités de la campagne que mènera la majorité ne seront révélées qu'à la fin de la semaine prochaine. Sur un fond de gaullisme ravalé, mais plûtot pâle, elle visera deux objectifs : les non et les abstentions. Les communistes étant quasiment les seuls à préconiser le vote négatif, ce sera un jeu pour la majorité de réduire toute l'opposition aux seuls communistes et de déployer les plus vieilles et les plus grosses ficelles de l'anticommunisme. Afin de faciliter sa tâche, en ce domaine, il est vraisemblable que le Pouvoir va multiplier l'éclosion de comités « pour le oui de la France à l'Europe », comme celui déjà créé par Joël Le Tac dans le XVIIIe arrondissement de Paris.

Cependant, le principal adversaire de la majorité se trouvant dans le nombre des abstentions, c'est là qu'elle fera porter l'essentiel de son effort. Déjà, le Centre d'information civique — officine dont les liens avec le Pouvoir sont bien connus — annonce qu'il « va prendre une position extrêmement vigoureuse en faveur de la participation au vote ». Sans se préoccuper d'établir un quelconque distingo entre abstentions, refus de vote et votes blancs, la majorité s'apprête à pratiquer l'amalgame le plus sommaire, pour en revenir toujours au leitmotiv : abstention — démission. C'est qu'il s'agit, pour le chef de l'Etat, de faire mieux qu'en 1969 où, à l'occasion des élections présidentielles, 37 % des inscrits seulement s'étaient prononcés en sa faveur.

La fonction essentielle du référendum pour Pompidou est de consolider encore sa position personnelle. A la manière du général de Gaulle, il interviendra au dernier moment à la télévision, pour peser de tout son poids sur la décision des citoyens, très démocratiquement et selon une tradition désormais solidement établie...

Le chef de l'Etat aimerait bien que ce printemps électoral se termine en apothéose. Après avoir remporté la bataille du référendum sur l'Europe, il se voit déjà recevant dans la pompe élyséenne, le 15 mai, la reine Elizabeth d'Angleterre. Mais ne se voit-il pas aussi, au lendemain d'élections législatives réalisées dans la foulée, traverser, le 20 juin, en nouvel imperator, la place de la Concorde aux côtés de la reine Juliana des Pays-Bas ?

Pompidou rêve-t-il ? Au-delà de la victoire des urnes, ce qu'il cherche, c'est un sacre.

ANTOINE VIOLET

Chronologie d'un échec

« L'Humanité » a publié dans son numéro de mardi dernier un « agenda des conversations entre le P.c.f. et le Parti socialiste » qui contient des inexactitudes sur plusieurs points importants. Voici la relation précise que présente à son tour le Parti socialiste de ces entretiens du 16 au 23 mars.

Jeudi 16 mars

16 h 30 : Le président de la République annonce sa décision d'organiser un référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

17 h 30 : En l'absence de François Mitterrand, en Israël, le secrétariat du Parti socialiste se réunit sous la présidence de Pierre Mauroy. Celui-ci, dans la matinée, et conformément aux décisions de la convention de Suresnes du 12 mars, a fait porter une lettre à Georges Marchais, proposant au Parti communiste que les conversations sur la recherche d'un accord de gouvernement s'engagent sans tarder. Marchais répond, dans l'après-midi, que le P.c. est prêt à ces conversations.

Au moment où le secrétariat du P.s. est réuni, une conversation téléphonique entre Marchais et Pierre Mauroy aboutit à fixer au mercredi 22 mars, à 15 heures, la rencontre officielle des deux délégations. Mauroy propose que l'annonce en soit faite immédiatement, ce qui constituerait une première réplique à l'initiative de Georges Pompidou. Marchais demande que l'on reporte au lendemain la publication d'un communiqué commun.

20 heures : Le texte de ce communiqué, très bref, est mis au point par Roland Leroy et Mauroy. Il est convenu qu'il sera rendu public le lendemain vendredi, à 11 heures, par le secrétariat du Parti socialiste.

Vendredi 17 mars

10 h 30 : Peu avant la publication du communiqué, Gaston Plissonnier téléphone à Claude Estier pour lui demander un rendez-vous dans les plus brefs délais.

14 h 30 : Le rendez-vous a lieu au siège du Parti socialiste, Cité Malesherbes. Se référant à plusieurs reprises à des rencontres discrètes qui avaient été organisées de 1965 à 1968 entre Mitterrand et Waldeck Rochet, Plissonnier exprime à Estier le souhait personnel de Marchais d'avoir une conversation privée avec Mitterrand, si possible dès lundi matin à la première heure, c'est-à-dire avant que Marchais se rende devant les journalistes parlementaires qui l'ont invité à 11 h au Sénat. Non seulement Plissonnier n'indique à aucun moment qu'il s'agit d'une proposition du Bureau politique du P.c., mais il insiste, au contraire, sur le caractère discret que doit revêtir cette rencontre. Estier s'engage à transmettre cette demande à Mitterrand dès son retour, dimanche après-midi.

Dimanche 19 mars

18 heures : Mitterrand ayant accepté la rencontre, dans les conditions où elle était proposée, en raison de l'urgence invoquée par Marchais, Estier transmet sa réponse à Plissonnier. Tous deux se mettent d'accord pour en fixer le lieu et l'heure : le lundi matin, à 9 heures, dans un appartement proposé par Plissonnier, dans l'île Saint-Louis.

Lundi 20 mars

8 h 30 : Estier informe Mitterrand du lieu du rendez-vous.

9 heures : Marchais et Mitterrand se rencontrent dans des conditions de totale discrétion. Ils demeurent près d'une heure et demie en tête-à-tête. Tous deux se déclarent partisans d'une position commune des deux organisations. Marchais expose qu'un fort courant pour le non se dégage au Bureau politique du P.c. Mitterrand précise qu'hostile au Pouvoir, mais favorable à l'élargissement de l'Europe, le Parti socialiste ne peut envisager de voter non et propose comme solution de compromis, seule susceptible de rassembler la gauche tout entière, le refus motivé de vote.

Ces positions étant clairement établies, il est envisagé que deux représentants de chaque parti préparent des textes s'efforçant de rapprocher les positions sur l'Europe, afin de permettre aux délégations plénières d'étudier, mercredi après-midi, les bases concrètes d'une position commune.

Mardi 21 mars

10 heures : Marchais téléphone à Mitterrand, qui lui précise que les noms des deux représentants du Parti socialiste lui seront indiqués dans l'après-midi.

11 heures : Mitterrand informe Mauroy, secrétaire à la coordination, et Gérard Jaquet, secrétaire aux relations extérieures, de la rencontre qu'il a eue le lundi matin avec Marchais (Gaston Defferre sera informé, de la même façon, un peu plus tard). Il est décidé que Jaquet, dans le cadre de ses fonctions, et Estier maintiendront le contact avec Marchais.

14 heures : Marchais appelle au téléphone Estier, qui lui confirme qu'un rendez-vous pourra être pris aussitôt après la réunion du secrétariat du Parti socialiste, convoquée à 15 heures.

17 heures : Estier rappelle Marchais, non pas pour dire que le Parti socialiste n'estime plus le rendez-vous nécessaire, mais que, au contraire, il pourra être fixé aussitôt après la réunion du secrétariat, qui est en train de s'achever.

17 h 30 : Jaquet téléphone à son tour à Marchais pour lui indiquer que, accompagné de Pierre Joxe, il rencontrera les deux représentants du P.c. (qui seront Leroy et Jean Kanapa). Rendez-

vous est pris pour le lendemain mercredi 9 heures.

18 h 30 : Mitterrand reçoit les journalistes pour un entretien prévu depuis plusieurs jours. Malgré leurs questions pressantes, il refuse de répondre sur ce que sera la position du Parti socialiste sur la réponse au référendum, mais insiste sur le fait que le Parti socialiste souhaite une position commune de l'ensemble de la gauche.

23 heures : A l'issue de la réunion du Bureau exécutif élargi, qui a décidé à l'unanimité de proposer à toute la gauche l'abstention ou refus de vote comme position commune, Mitterrand reçoit à nouveau les journalistes et refuse de donner la moindre indication autre que le désir du P.s. d'aboutir à une position commune. Le représentant de « l'Humanité », qui est présent, écrira dans le numéro de ce journal daté du mercredi :

« En réponse à des questions, M. Mitterrand a affirmé qu'il ne pouvait divulguer quelles étaient les propositions de son parti, par courtoisie à l'égard du Parti communiste... »

Mercredi 22 mars

9 heures : Leroy et Kanapa rencontrent Jaquet et Joxe et leur font reproche de ce que la presse et la radio aient laissé entendre que le Parti socialiste était favorable à l'abstention. Au même moment, d'ailleurs, devant le Comité central du P.c., Gustave Ansart prononce son rapport, qui sera publié dans « l'Humanité » de vendredi et qui se termine ainsi : « Il faut donc répondre non. En ce qui nous concerne, rien n'est de nature à nous faire hésiter ».

Dans l'ignorance d'une position déjà arrêtée aussi catégoriquement, les deux représentants du P.s. prennent connaissance d'un projet de texte commun établi par le P.c., qui est fait, pour l'essentiel, de phrases prises dans des textes socialistes sur l'Europe et concluant au vote non, conclusion à laquelle Jaquet et Joxe ne peuvent évidemment souscrire.

15 heures : Au siège du P.c., les délégations plénières des deux partis se rencontrent officiellement. Marchais renouvelle, dès l'ouverture de la séance, le grief fait au Parti socialiste d'avoir rendu publique sa position, ce que dément pourtant « l'Humanité » du matin même. Puis il s'adresse directement à Mitterrand et évoque la rencontre de lundi matin, dont il avait lui-même demandé qu'elle demeure discrète. Il fait état d'un accord qui serait intervenu au cours de cette réunion, tout en affirmant que, pour le Parti communiste, cet accord ne peut se faire que sur la base du vote non.

Mitterrand conteste qu'il y ait eu accord au cours de cette entrevue et confirme, en même temps que les autres membres de la délégation socialiste, ce que le P.c. sait depuis 48 heures déjà, à savoir que le Parti socialiste ne peut pas voter non à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et préconise donc l'abstention commune de toute la gauche. Marchais lit alors une longue déclaration. Mitterrand, Defferre, Mauroy, Jaquet, Arthur Notebart, Jacques Enock, notamment, exposent à nouveau le point de vue socialiste, tandis qu'Etienne Fajon, Paul Laurent et Marchais réaffirment celui du Parti communiste.

Plus d'une heure s'écoule ainsi. Mitterrand constate le désaccord et propose que l'on passe à l'examen de l'accord politique comportant un programme de gouvernement, qui était à l'origine l'objet même de cette rencontre sollicitée depuis plusieurs mois par le Parti communiste.

La délégation du P.c. ne paraît attacher qu'une importance secondaire à cette partie de la conversation. Elle accepte cependant que soit désigné un groupe de travail commun, mais demande que soit poursuivie la discussion sur le référendum. Il est décidé que le groupe de travail qui vient d'être désigné s'attachera à cette étude et qu'il se réunira, pour ce faire, le soir même, à 21 heures.

21 heures : Jaquet, Joxe, Chevènement et Jean Poperen rencontrent Leroy, Ansart, Laurent et Kanapa au siège du P.c. Echange de vues sans résultat, les représentants communistes s'en tiennent à leur projet de texte concluant au non. Les représentants socialistes font une dernière tentative, en proposant de soumettre un autre texte le lendemain matin.

Jeudi 23 mars

11 h 30 : Le groupe de travail commun se réunit à nouveau au siège du P.s. Les représentants socialistes remettent à leurs interlocuteurs un texte (publié dans « le Monde » du 29 mars) que ceux-ci acceptent de prendre « pour base d'élaboration d'un appel commun à répondre non au référendum plébiscite », alors que le texte socialiste conclut évidemment à un appel à l'abstention ou au vote blanc ou nul. Les représentants communistes ayant cependant exprimé le désir de soumettre ce texte à leur Comité central, toujours en réunion, un nouveau rendez-vous est pris pour le début de l'après-midi.

14 h 30 : Leroy fait connaître aux représentants socialistes que le Comité central s'apprête à décider le vote non et que l'accord ne peut donc se faire que sur cette base.

17 h 30 : Après une réunion exceptionnelle, le Bureau exécutif du P.s. lance un ultime appel pour que le refus motivé de vote soit la position commune de toute la gauche, appel que Mitterrand répétera le soir au cours d'un meeting à Limoges.

18 h 45 : Marchais annonce officiellement à la presse que le Comité central du P.c. appelle à voter non.

A contre-pied



Policier en carte

L'officier de police adjoint Claude Casanova, des Renseignements généraux, vient d'être inculpé de falsification de carte de presse.

A la suite d'incidents à la faculté d'Aix-en-Provence, le 4 février 1971, des membres du Secours rouge avaient trouvé sur lui une carte de presse, portant le numéro 14.398. L'Union nationale des syndicats de journalistes avait alors porté plainte.

Dans un premier temps, la police avait accusé les gauchistes d'avoir fabriqué une fausse carte et de l'avoir remise ensuite au juge d'instruction. Cette thèse n'a pas tenu puisque, aujourd'hui, Casanova est inculpé. Reste une question : les inspecteurs des Renseignements généraux sont-ils nombreux à se promener avec une carte de presse dans leur poche ?

A propos de Saint-Lary

L'article publié dans notre numéro du 17 mars concernant les agissements de M. Vincent Mir, maire de Saint-Lary, nous a valu une abondante correspondance du secrétaire de la section socialiste locale, Jean Marcheix, qui exprime sa solidarité avec M. Mir et nous adresse une longue mise au point, qui n'est d'ailleurs pas signée personnellement par celui-ci.

Ce texte a pour but de justifier la gestion de la municipalité de Saint-Lary, mais ne répond pas à plusieurs faits précis contenus dans notre article. Il est même indiqué à la fois que le maire n'a fait « aucun travail pour la commune » et qu'il n'est pas « le seul entrepreneur à Saint-Lary ». Le moins qu'on puisse dire est que cette mise au point manque de clarté, mais, pour notre part, nous en resterons là.

La soupe est bonne

Ex-commandants ou colonels, généraux à l'occasion, ils sont plus qu'un quarteron à avoir été engagés sur contrat au ministère des Armées (12 pour le seul « îlot Bessières »). Non seulement ces anciens militaires bloquent l'avancement réglementaire des permanents et le recrutement de jeunes techniciens et ingénieurs, mais ils cumulent retraite (complète) et salaire...

Des fonctionnaires pas forcément qualifiés (pas de contrôle des connaissances techniques à l'entrée), mais sûrement des fonctionnaires de luxe.

Gunther Grass refuse

L'écrivain ouest-allemand Gunther Grass s'est rendu la semaine dernière en Grèce où il a donné une conférence devant un public composé essentiellement d'opposants au régime.

Le secrétaire d'Etat à l'Information du gouvernement des colonels lui a proposé de participer à un débat télévisé. L'écrivain socialiste a refusé sans hésiter. Bien que, selon ses propres propos, l'occasion était « unique ».

Mais, a dit Grass, je n'aurais pu accepter que dans le cas où les Grecs membres de l'opposition auraient eux-mêmes le droit de s'exprimer à la télévision. Il n'a pas voulu se prêter à une manœuvre qui avait pour but d'accréditer le prétendu libéralisme des hommes d'Athènes.

La police contre les «parallèles»

Les policiers ne tiennent pas à être confondus avec ce que « l'Unité » appelait « les flics du patronat ». Gérard Monate, le président de leur Fédération, vient de s'en expliquer dans leur organe syndical : « Qu'un groupe armé privé fasse un certain maintien de l'ordre dans une usine, aussitôt l'opinion publique pensera aux policiers que nous sommes et nous pourrions multiplier les exemples de ce genre, car ces polices « parallèles », « privées » ou « secrètes » ont proliféré, sous le couvert de sociétés d'investigations et de recherches, dans des conditions défiant tout bon sens et sans aucun contrôle réel des Pouvoirs publics.

Un nouveau commerce est né. Il n'est guère flatteur et incontestablement dangereux, car il n'obéit à aucune règle et le recrutement des hommes qui le composent est parfois effarant ».

Monate conclut en réclamant au gouvernement « la dissolution de tous ces secteurs policés, incontrôlables et incontrôlés ».

Collection Jean Jaurès

Ce n'est pas seulement l'Europe...

Il est peu probable que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun soit, dans les quatre prochains jours, la principale préoccupation des Français. Dès mercredi, pourtant, en lançant la campagne pour le référendum, le gouvernement va s'efforcer qu'elle le devienne.

Nul ne doute qu'une majorité de oui sortira des urnes le 23 avril. Sur ce plan, Pompidou n'a pas cherché l'aventure. Le sujet était en or, comparé à d'autres que l'actualité avait charriés avec obstination ces dernières semaines. Un sondage, sans doute un peu rapide, de l'I.f.o.p., le 21 mars, indiquait que 66 % des Français sont favorables à l'adhésion britannique, 12 % seulement contre et 22 % indifférents. Combien auraient été aussi disposés à dire oui à l'avoir fiscal, aux scandales immobiliers ou même, simplement, à la « Nouvelle Société » caractérisée en 1971 par la hausse des prix et la progression du chômage ?

Pompidou a donc choisi son terrain. C'est un avantage — et non le moindre — que possède toujours celui qui est au pouvoir. Il serait naïf de s'en indigner. C'est une réalité objective que toute opposition a tort d'oublier.

L'autre réalité objective, en la circonstance, concerne la gauche. Elle est, elle aussi, très ancienne. Le Parti communiste, bien qu'admettant aujourd'hui la réalité du Marché commun, a toujours été hostile à toute construction communautaire au sein de l'Europe occidentale. Le Parti socialiste, avec des nuances, y a toujours été favorable. En proposant l'Europe comme devoir électoral aux Français, Pompidou savait bien ce qu'il faisait.

Et pourtant, ce n'est pas seulement l'Europe qui a empêché la gauche de se rassembler. La lecture des projets de textes — publiés mardi par « Le Monde » — qui avaient été échangés lors des négociations de la semaine dernière entre socialistes et communistes montre bien qu'au prix de concessions mutuelles, une argumentation commune pouvait être élaborée, à la fois critique et réaliste. L'occasion était même belle de faire d'une pierre deux coups : répondre ensemble à la manœuvre du Pouvoir et réduire singulièrement l'une des divergences persistantes dans les programmes des deux partis.

Tout a tenu à une phrase, la dernière de chacun de ces textes. Celui du Parti communiste concluait au non, celui des socialistes au refus de participer au vote. Etait-il impossible que ces conclusions se rejoignent ?

De la chronologie précise des entretiens que nous publions dans ce numéro, un fait important se dégage : les communistes ont su dès lundi matin 20 mars, de la voix la plus autorisée, que les socialistes ne pourraient aller au-delà de l'abstention, position de compromis entre leurs convictions européennes et leur combat permanent contre le Pouvoir. Les socialistes, à qui des indices sérieux pouvaient laisser penser que le P.c.f. était disposé à la conciliation, n'ont su que le jeudi que leurs interlocuteurs avaient décidé depuis plusieurs jours déjà que « rien ne serait de nature » — l'expression est dans le rapport de Gustave Ansart — à les faire voter autrement que non. Rien, pas même le fait, connu de tous, que la seule crainte de Pompidou était que la gauche tout entière refuse de participer au scrutin. Ce qui, automatiquement, faisait tomber le pourcentage des votants à moins de 50 % des électeurs inscrits et retournait la manœuvre contre son auteur.

L'abstention était-elle pour le P.c.f. inconcevable ? Elle est, dit-il aujourd'hui, synonyme de « passivité » et d'« indifférence ». « On comprendrait mal, dit Georges Marchais, que nous appelions les Français à se désintéresser de ce qui doit être un combat ». Mais n'était-ce pas le cas du « bonnet blanc, blanc bonnet » de 1969, dont les murs de bien des villes portent encore le souvenir ? En matière de refus de vote, ce sont bien les communistes qui ont créé le précédent.

C'est donc ailleurs qu'il faut trouver les raisons d'une telle intransigeance. Depuis des années, le Parti communiste a monopolisé le terrain de l'union de la gauche. Il est clair depuis plusieurs mois qu'il accepte mal qu'un autre veuille, au nom de cette union, lui disputer le même terrain. Il est édifiant que lors du meeting pour le soutien à l'Unité Populaire chilienne, lundi soir à la Mutualité, des militants communistes aient pu à la fois crier « unité » et huer le nom du Premier secrétaire du Parti socialiste.

Il faudra bien pourtant que les communistes s'y fassent. Eux qui dénoncent avec constance le pouvoir des monopoles, ils doivent savoir qu'ils n'ont pas le monopole de l'union de la gauche et qu'en ce domaine le Parti socialiste a donné suffisamment de preuves pour n'avoir pas de leçon à recevoir.

Au demeurant, et même si c'est à cela que certains dirigeants communistes voudraient peut-être le conduire, le Parti socialiste ne changera pas de camp. De la division actuelle, il faut, bien sûr, tirer des conclusions mais aucune de celles-ci ne saurait faire oublier que l'adversaire commun est le même aujourd'hui qu'hier.

CLAUDE ESTIER

Maire : «Notre Europe à nous...»

Sur le référendum, sur l'Europe, sur l'unité syndicale, sur les mouvements revendicatifs, que pensent les grandes confédérations ouvrières ? « L'Unité » leur a posé la question. On trouvera ci-dessous les réponses d'Edmond Maire, secrétaire général de la C.f.d.t. Dans nos prochains numéros, nous donnerons la parole à la C.g.t. et à Force ouvrière.

« L'UNITE » : Le référendum sur l'Europe divise la gauche. Ces divisions se retrouvent-elles au niveau syndical ?

EDMOND MAIRE : Les partis ont à se situer sur un terrain qu'on leur impose.

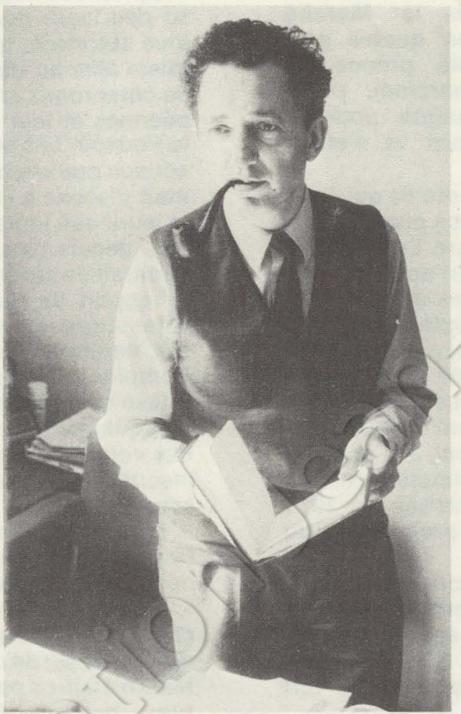
Nous ne sommes pas en train de réfléchir à la consigne de vote que nous donnerons.

Mais la C.f.d.t. n'a pas non plus à dire : tout cela ne nous regarde pas du tout. Au mépris opposé aux véritables revendications des travailleurs, doit correspondre un refus de leur part d'entrer dans le jeu d'une opération politique dont l'objectif est autant de les tromper que de briser l'unité de leurs luttes. Face à un référendum inutile, ce qui nous regarde, c'est de savoir comment, dans le débat public qui aura lieu inévitablement à travers le pays, nous pouvons syndicalement faire avancer les thèmes qui nous sont chers et les mobilisations indispensables. Il est à peu près certain que la C.f.d.t. ne parlera pas beaucoup, et peut-être pas du tout, de la question sur laquelle on veut nous voir débattre, mais nous tenterons de débattre des questions que nous, nous voulons voir mettre à l'ordre du jour.

— Après l'annonce du référendum sur l'Europe, vous avez déclaré, il y a 15 jours, que ce qui comptait pour vous, c'était l'Europe des travailleurs. Qu'entendez-vous par là ? Comment se manifeste aujourd'hui l'existence d'une Europe des travailleurs ?

— Il faut partir des réalités des luttes : depuis quelques années, on peut constater une avancée certaine dans la voie des échanges et de l'interaction des luttes d'un pays à l'autre en Europe occidentale. Entre autres exemples, la nouvelle combativité qui se manifeste dans certaines entreprises allemandes autour du thème de la « cogestion à l'atelier » — et non plus dans le conseil d'administration — emprunte des thèmes proches de ce que l'on appelle ici le « contrôle ouvrier ».

Autrement dit, derrière les grandes divergences de vocabulaire, et quelquefois même d'orientation, il y a, à la base, une réalité de luttes véritablement convergentes. Cette réalité commence, d'ailleurs, à influencer les responsables syndicaux des différents pays et nous permet de penser qu'il est possible d'arriver à une organisation regroupant toutes les confédérations syndicales d'Europe occidentale. Il faudrait une structure souple, faite d'abord pour permettre la diffusion des expériences, l'échange sur les objectifs et les méthodes de luttes.



— Quels moyens permettraient d'arriver à cette « Europe syndicale » ?

— Je crois qu'il faut partir des faits. Et les faits, ce sont aussi les entreprises multinationales qui constituent aujourd'hui le fait politique dominant. Face à cette puissance énorme, la coordination des luttes et l'unité d'action des travailleurs, quel que soit leur pays, quelle que soit l'affiliation internationale de leurs syndicats, constituent une priorité.

Les deux angles concrets pour renouveler le syndicalisme international, y compris au niveau européen, sont, à notre avis, l'action dans les firmes internationales et la lutte pour l'égalité de droits des travailleurs immigrés. Et, bien sûr, il ne faut pas oublier les contacts officiels des organisations confédérales entre elles, les tentatives de coordination de leurs actions générales, car les confédérations en tant que telles ont un rôle primordial à jouer. L'ennui, c'est qu'effectivement, elles ne remplissent pas ce rôle. C'est un problème sérieux. Et le fait que cette question soit posée milite pour que les organisations syndicales saisissent l'occasion offerte par l'élargissement de l'Europe pour reconstruire un lieu de rencontres, de confrontations et de propositions.

— En passant du plan national au plan européen, la lutte syndicale ne risque-t-elle pas de changer de nature ?

— C'est ce qui s'est passé jusqu'à présent. Et le drame est bien là : le syndicalisme vivant, appuyé sur l'action directe sur le plan des entreprises, devient trop souvent, au niveau international, un syndicalisme sclérosé, bureaucratique, qui remplace l'action collective par la « concertation de sommets ». Le changement à réaliser est justement de donner au syndicalisme international la même nature qu'un syndicalisme national, tel qu'il s'exerce dans les différents pays d'Europe.

— Quel rôle jouent pour vous les gauchistes dans la lutte des classes ?

— D'abord, nous constatons un phénomène réel devant lequel nous ne voulons pas nous voiler les yeux : une partie des travailleurs, des étudiants, des lycéens, des jeunes — mais pas seulement des jeunes — exprime une volonté de changement et une contestation qui porte prioritairement sur le mode de travail et de vie. Une attitude sectaire ou fermée à l'égard de cette « nouvelle révolte », de cette nouvelle manière de poser les problèmes ne peut qu'aggraver la coupure au sein des travailleurs d'une part et, d'autre part, ne peut que contribuer à certaines déviations de l'action. Cela dit, notre condamnation des théories des groupes d'extrême gauche est très nette : nous pensons qu'ils font des erreurs graves qui ne peuvent que nuire à la transformation sociale.

Il nous semble qu'une attitude de compréhension vis-à-vis de ce que j'appellerais le phénomène « courant de Mai », jointe à une position de critique des stratégies de ces groupes à chaque fois qu'elles ne s'inscrivent pas dans l'action démocratique de masse est l'attitude la plus positive, la meilleure pour retrouver une plus grande force d'action syndicale.

D'autre part, nous considérons que la transformation de la société française

Des bulletins de vote à pêcher

se fera avec toutes les forces de gauche, y compris le P.c. D'ailleurs, nous tentons en permanence de mener une unité d'action précise avec la C.g.t. Ce qui n'empêche pas, évidemment, le débat d'idées.

— Un front solide est donc possible ?

— Le front syndical existe de fait. Malheureusement, l'opinion est centrée sur les aspects spectaculaires. Dans les périodes où la C.g.t. et la C.f.d.t. mènent une grande action unitaire — campagne sur les retraites, les immigrés, par exemple — on dit : ça y est, ils ont réglé tous leurs problèmes, ils sont sur la voie de l'unité.

Un mois plus tard survient un meurtre chez Renault ; la C.f.d.t. appelle à la grève, la C.g.t. ne le fait pas, la tension monte pendant quelques jours, et tout le monde dit : ça y est, c'est la cassure. On oublie que, même dans cette période de relative tension, nous avons eu quatre positions communes importantes avec la C.g.t. En fait, on oublie que l'unité d'action et le débat d'idées existent en permanence : il nous semble que c'est cela, la voie de l'unité, par le développement de l'action et par l'intervention active des travailleurs sur les positions en présence.

— Les mouvements revendicatifs se multiplient. Comment analysez-vous ce mécontentement ?

— Non seulement les mouvements revendicatifs se multiplient, mais ils ont aussi un caractère nouveau, que l'on n'avait pas vu depuis longtemps en France — en exceptant mai 68, bien entendu. Ce sont des mouvements de très longue durée, puisqu'il y a quinze jours, on comptait 6 ou 7 grèves durant depuis plus d'un mois. Une des causes de ce durcissement, c'est l'intransigeance de plus en plus grande du patronat : depuis les dernières vacances et la crise monétaire, il a décidé de bloquer au maximum toute revendication des travailleurs, dans quelque domaine que ce soit et, en particulier, dans le domaine des conditions de travail.

En même temps, les mesures de répression se multiplient. Après la période de ralentissement de la répression anti-syndicale qui a suivi 1968 et 1969, il y a, depuis 1970, une lente montée de la répression, et nous sommes à nouveau dans une période très dure, où intransigeance du patronat et répression antisyndicale vont de paîr.

Propos recueillis par Michèle Backmann.

Trois millions d'électeurs, cela ne se néglige pas. Surtout en ce moment. Le dernier Conseil des ministres vient de le prouver, une fois de plus : Robert Boulin, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, y présentait son projet de réforme du régime de retraite des commerçants et artisans.

Depuis deux ans, le dossier était à l'étude. Aujourd'hui, le projet est prêt : l'approche du référendum et des législatives a réussi là où les discussions d'experts échouaient. Le mécontentement des commerçants et des artisans risquait de devenir par trop gênant.

Ils ont, en effet, des raisons de se plaindre : en un an, 62 000 petits commerces ont fermé leurs portes. A cela, s'ajoute la hausse importante des loyers commerciaux. Pour les artisans, d'autres problèmes se posent : les grosses entreprises s'assurent la plus grande part des marchés — dans la construction d'immeubles modernes, par exemple — et les firmes importantes possèdent souvent leur propre service d'après-vente. Enfin, tous souffrent de ne pas dépendre du régime général de la Sécurité sociale. C'est sur ce terrain que le Cid-Unati mobilise constamment ses troupes. Et les fait parfois descendre dans la rue.

Aujourd'hui, les petits commerçants et les artisans ont été entendus. Mais il n'y sont pas pour grand-chose.

Le projet Boulin s'ordonne autour d'une série de mesures, principalement :

- ▸ les retraites et pensions des commerçants et artisans seront alignées sur celles des salariés ;
- ▸ l'autonomie des deux régimes (salariés et non-salariés) sera cependant maintenue ;
- ▸ le déficit quasi chronique des Caisses de retraite des artisans et commerçants sera couvert par un financement de l'Etat et des sociétés anonymes.

Valéry Giscard d'Estaing apprécie peu ce projet, à cause de son coût : une aide, au total, de 2 milliards de francs, dont 800 millions pour combler le déficit des Caisses. Car, pour convaincre les commerçants, le gouvernement ne s'est pas contenté d'adopter le projet Boulin. C'est un « plan d'aide » qui a été mis sur pied. Pécule pour les commerçants âgés, allégements fiscaux, prime de conversion et crédits d'équipement accrus, limitation des loyers commerciaux, etc.

Certes, ce plan ne satisfera pas complètement tous les intéressés, à commencer par les dirigeants du Cid-Unati, mais la majorité silencieuse des intéressés y verra un gage de bonne volonté du Pouvoir. Et nul n'ignore que le plus sûr appui du gouvernement a toujours été la majorité silencieuse.

NICOLAS BRIMO



Manifestation de commerçants et artisans : c'était avant l'« opération 2 milliards ».

Au-dessus du volcan

Que se passe-t-il en Italie ? Chacun se le demande et les moins prêts à répondre à cette question sont peut-être les Italiens eux-mêmes. La campagne pour les élections anticipées fixées au 7 mai est à peine commencée que déjà les discours politiques des partis sont dépassés par des événements dramatiques.

Les réformes qui ne se font pas, la paix sociale qui ne revient pas, le sud qui languit et le nord qui éclate sont à peine mentionnés. Tout cela reste à l'arrière-plan. Sur le devant de la scène apparaissent les bombes, les attentats et la guérilla urbaine, les délits et les provocations.

Le 11 mars, la ville de Milan, capitale du miracle économique, comme on disait il y a quelque temps encore, a ressemblé pendant quelques heures à une ville de l'Ulster : émeutes, cocktails Molotov, automobiles et voitures de police en flammes, fascistes d'un côté et gauchistes de l'autre, avec la police au milieu, tentant d'utiliser les uns et les autres.

«Terroriste» déchiqueté

Résultat : un mort (qui n'y était pour rien : un retraité touché par une grenade lacrymogène) et une centaine de blessés. Quelques jours après, le 16 mars, au pied d'un pylône de haute tension, on trouve le cadavre mutilé d'un homme, un « terroriste » déchiqueté par l'explosion prématurée d'une charge d'explosifs avec laquelle, bien entendu, il avait l'intention de faire sauter le pylône. Le lendemain, on donne un nom au cadavre, celui de l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli, milliardaire, nouvel adepte de la lutte violente. Mais cela ne suffit pas. Le 22 mars, un juge de Trévise, Giancarlo Stiz, fait lui aussi exploser une bombe en révélant qu'il a de bonnes raisons de penser que l'attentat de la Piazza Fontana à Milan (le 16 décembre 1969 : 16 morts et 90 blessés) a été organisé et financé par trois dirigeants de la droite fasciste dont l'un, Pino Rauti, est membre de la direction du M..s.i., et non par l'anarchiste Pietro Valpreda, qui est en prison depuis deux ans...

A ce point, la confusion est à son comble. Chacun voit midi à sa porte. La polémique n'épargne même pas la magistrature. Les juges sont pris entre deux feux et ceux qui sont dénoncés comme menteurs et tricheurs par les uns, sont loués et complimentés par les autres. Le gouvernement, un gouvernement minoritaire démocrate chrétien, renvoyé par les Chambres, et à qui revient cependant, par un évident déphasage des règles constitutionnelles, la tâche d'organiser les élections, a des paroles définitives comme s'il gouvernait vraiment, comme s'il réussissait à contrôler sérieusement la machine de l'Etat. Mais celle-ci est grippée depuis longtemps et chacun le sait.



Manifestations gauchistes à Milan, le 11 mars 1972.

En fait, ses démarches confirment le divorce désespérant entre la classe politique et la réalité concrète du pays.

Car le drame italien se déroule sur deux plans distincts qui quelquefois se rejoignent, mais le plus souvent non : le plan de la représentation politique, où les révérences, la réthorique, l'hypocrisie, la fausse noblesse, et la vaine solennité abondent, et le plan des réalités, des problèmes concrets, des véritables mouvements d'opinion.

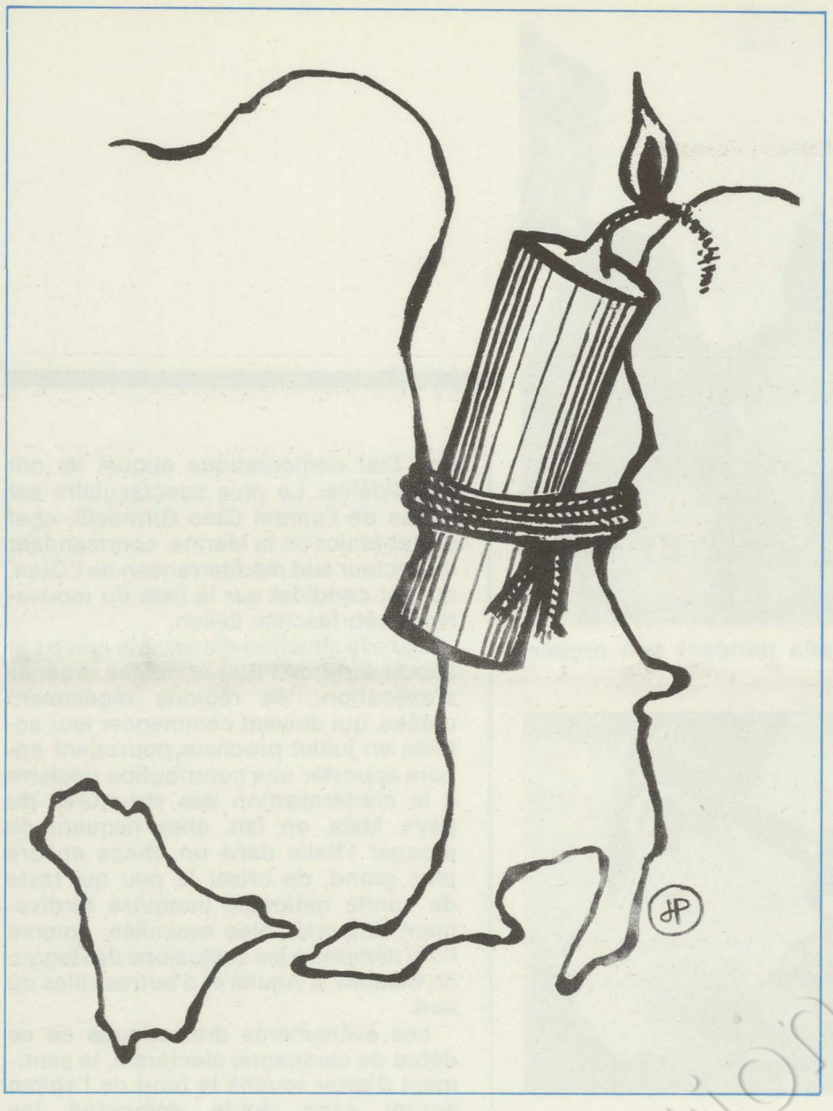
La comédie gouvernementale s'est déroulée en trois temps :

▸La défaite électorale de la démocratie chrétienne en Sicile, accompagnée d'une avance sérieuse du Mouvement social, c'est-à-dire des fascistes. L'analyse du scrutin a donné lieu à des commentaires passionnés et les causes multiples qui ont poussé les électeurs méridionaux vers la droite ont été énumérées avec précision. Mais la Démocratie chrétienne n'en a guère tenu compte. Elle a préféré prendre à son compte un axiome grossier : « Nous avons perdu à droite, cela veut dire que nous sommes allés trop à gauche. »

Le centre gauche dans le coma

Conséquence sur le plan de l'activité du gouvernement de centre gauche, composé de démocrates chrétiens, de socialistes et de sociaux-démocrates : le processus d'application des réformes déjà très lent a été complètement arrêté et la cohabitation des socialistes avec les démocrates chrétiens s'orientant à droite pour retrouver les suffrages perdus est devenue presque impossible. Le centre gauche, qui avait suscité tant d'espérances à sa naissance, entrait dans le coma.

▸L'élection du nouveau président de la République. La Démocratie chrétienne, à la recherche d'une revanche, a cherché à imposer un de ses hommes de pointe, Amintore Fantani, président du Sénat. Petit, autoritaire, ambitieux — du moins apparaissant comme tel même s'il ne l'est pas — celui-ci tenta en vain d'obtenir les voix communistes. Il ne réussit même pas à recueillir toutes celles de son





Jeunes militants fascistes du M.s.i.

propre parti. Un démocrate chrétien aurait pu être élu dès le premier tour de scrutin si son parti l'avait présenté comme candidat, mais il s'agissait d'Aldo Moro, ministre des Affaires étrangères, trop à gauche par les temps qui courent. Surgit alors, après une série de scrutins sans résultat, qui ne relevèrent pas le prestige des institutions, Giovanni Leone, un juriste napolitain, spécialisé dans la formation des gouvernements, un pont, en quelque sorte, d'une crise à l'autre. Victoire de la démocratie chrétienne ? Défaite de la gauche ? Répondre oui ou non n'a pas grande importance à ce moment. La véritable défaite est celle de la solidarité du gouvernement de centre gauche.

Le mort n'est pas mort

▸Malgré quelques tentatives de réanimation, le défunt n'a pas ressuscité. Il fut alors décidé de convoquer le corps électoral pour les premières élections anticipées de l'Italie post-fasciste. Si nous attendons encore un an, ce serait pire, disaient les uns et les autres. Et puis, les élections législatives renvoient à plus tard le référendum sur le divorce, ruse inventée par la droite pour enterrer les vrais problèmes et créer la confusion dans les rangs politiques en jetant entre les forces catholiques progressistes et la gauche la pomme de discorde religieuse.

Nous voici donc devant la perspective des élections. Mais en vue de quoi, avec quel objectif ? D'après les premiers instants de la campagne électorale et les programmes que les partis ont élaborés, on devrait conclure que le mort n'est pas mort, puisque c'est toujours de centre gauche, c'est-à-dire de coalition entre la démocratie chrétienne et la gauche, que parlent les uns et les autres. Les communistes eux-mêmes, bien que se présentant comme les principaux adversaires du centre gauche, ont reconnu au cours de leur congrès de Milan, entre deux critiques acérées, qu'au fond la législature sortante n'avait pas complètement échoué, puisqu'elle avait au moins donné vie à la réforme régionale, ainsi qu'à d'autres mesures de grand intérêt social. Le programme de gouvernement proposé par le Parti communiste est à ce point concret et réaliste qu'il a été aussitôt qualifié de « social-démocrate ». La vieille ambiguïté des communistes, toujours à mi-chemin entre les réformes et la révolution, semble avoir été surmontée, au moins en paroles. Le P.c.i. se présente comme un parti de gouvernement, partenaire possible certainement des socialistes, mais aussi de la démocratie chrétienne.

C'est en direction du centre gauche, avec une formule supplémentaire, celle de « l'équilibre plus avancé », que se situe la propagande des socialistes.

La grande illusion

Après avoir cultivé la grande illusion de redevenir, en fusionnant avec les sociaux-démocrates, le premier parti de la classe ouvrière, les socialistes italiens ont réagi à la scission et à l'immobilisme du gouvernement en recherchant à gauche l'impulsion nécessaire, pour remettre en marche la machine paralysée par les luttes internes de la démocratie chrétienne. Les quelques résultats obtenus n'ont pas empêché la fin de l'expérience. Mais un gouvernement dont, jusqu'à la fin anticipée de la législature, les socialistes font partie avec les catholiques, propose au pays un plan audacieux de réformes et cherche l'appui de toutes les forces intéressées, communistes compris. Tel est l'esprit de ce que les socialistes entendent par « équilibre plus avancé. »

C'est une formule que la démocratie chrétienne rejette dans la phase actuelle de la campagne électorale. L'inquiétude lui vient de la droite, du mouvement néo-fasciste travesti en parti conservateur

→

Au - dessus du volcan

→

éclairé, garant de l'ordre et défenseur de la foi, qui peut plaire à l'électorat modéré que la démocratie chrétienne s'efforce d'attirer. Mais elle finira bien par retourner au centre-gauche, par raison arithmétique, parce que à moins d'une spectaculaire progression de l'extrême droite, peu probable malgré certaines prévisions catastrophiques, le Parlement qui sortira des élections du 7 mai ne sera pas très différent de celui qui a achevé sa carrière il y a un mois.

Le fond de l'abîme

Malheureusement, la démocratie chrétienne, élément indispensable de toute combinaison gouvernementale, est aussi, objectivement, le plus grand obstacle à l'évolution politique que le centre gauche avait inscrit dans son programme. C'est un peu le paradoxe de la situation italienne. Divisée en huit ou neuf courants, qui reproduisent tout l'arc-en-ciel politique italien, de l'extrême gauche à l'extrême droite, la démocratie chrétienne n'a pu réussir à maintenir son unité que par un total immobilisme. Et celui-ci ne permet pas de répondre aux événements de ces derniers jours, aux désordres, à la violence, au chaos, qui sont les résultats d'une situation inquiétante, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

▸La progression rapide de l'économie a fait sauter les structures de l'Etat, qui sont restées ce qu'elles étaient il y a un siècle. Le gouvernement décide, mais personne n'applique les décisions, parce que la machine de l'Etat ne fonctionne plus. Un exemple : la plus grande partie des crédits votés ces dernières années pour financer les travaux publics, la construction d'infrastructures, l'application des réformes, sont encore dans les caisses de l'Etat parce que l'Etat n'est pas capable de les dépenser.

▸Non seulement l'Etat est inefficace et impuissant, mais la droiture et la fidélité de ses hauts fonctionnaires apparaît de plus en plus douteuse. Sans parler des scandales qui ont agité la vie politique ces dernières années, il y a le fait inquiétant de ces quatre ou cinq officiers supérieurs des forces armées qui sont passés ouvertement dans le camp des ennemis de l'Etat démocratique auquel ils ont juré fidélité. Le plus spectaculaire est le cas de l'amiral Gino Birindelli, chef d'Etat-Major de la Marine, commandant du secteur sud méditerranéen de l'Otan, qui est candidat sur la liste du mouvement néo-fasciste italien.

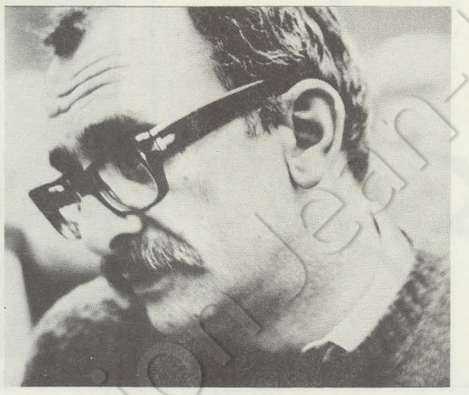
▸Dans la situation d'anarchie créée par l'abdication de l'Etat et de ses organes d'exécution, les régions récemment créées, qui doivent commencer leur activité en juillet prochain, pourraient encore apporter une contribution décisive à la modernisation des structures du pays. Mais, en fait, elles risquent de plonger l'Italie dans un chaos encore plus grand, de briser le peu qui reste de l'unité nationale conquise tardivement et jamais bien assimilée, comme l'ont démontré les explosions de Reggio de Calabre, d'Aquila et d'autres villes du sud.

Les événements dramatiques de ce début de campagne électorale, le sentiment d'avoir touché le fond de l'abîme auront sans doute déterminé les communistes et les socialistes à assumer des positions claires et courageuses. Mais la réponse décisive, c'est encore le parti majoritaire, la démocratie chrétienne, qui doit la donner.

CARLO BONETI



Petro Valpreda pendant son procès.



Le milliardaire gauchiste Giangiacomo Feltrinelli.



L'amiral Birindelli, candidat du M.s.i.



Berlinguer, secrétaire général du P.c.i.

combat socialiste

MENSUEL DU PARTI SOCIALISTE

AU SOMMAIRE DU N° 5

Le programme du Parti Socialiste et la démocratie économique. 4 pages d'explications et d'exemples, présentées par Jean-Pierre CHEVENEMENT.

Les socialistes et le référendum, par Georges SARRE.

Les socialistes et la formation permanente, par Daniel MITRANI.

Le point sur la crise italienne, par Maurice BENASSAYAG.

Le point des luttes sociales.

COMBAT SOCIALISTE
12, Cité Malesherbes
75 — PARIS 9°

1 an : 8 F, 15 F, 30 F.
C.C.P. Charles-Emile LOO, PARIS 24.651.46

A chacun sa chaîne

Il y eut l'esprit de Grenoble, les J.o. d'hiver. Demain ce sera La Villeneuve. On sera pour, ou contre, on l'imitera ou on la dénoncera, mais on en parlera. Trop, disent déjà les coéquipiers municipaux d'Hubert Dubedout.

Le quartier de La Villeneuve — 10.000 habitants en 1973, 50.000 en 1980 — est, pour les responsables grenoblois, en même temps qu'un énorme chantier en lisière de la ville, une expérience. Pour Jean Verlhac, adjoint à l'Urbanisme, ce quartier sera « le théâtre d'une expérience d'équipements intégrés dans lesquels les fonctions de loisirs, d'animation culturelle, d'éducation se coordonneront, sans ségrégation de publics ou d'âges ». Pour les observateurs ce sera la première expérience française de télédistribution.

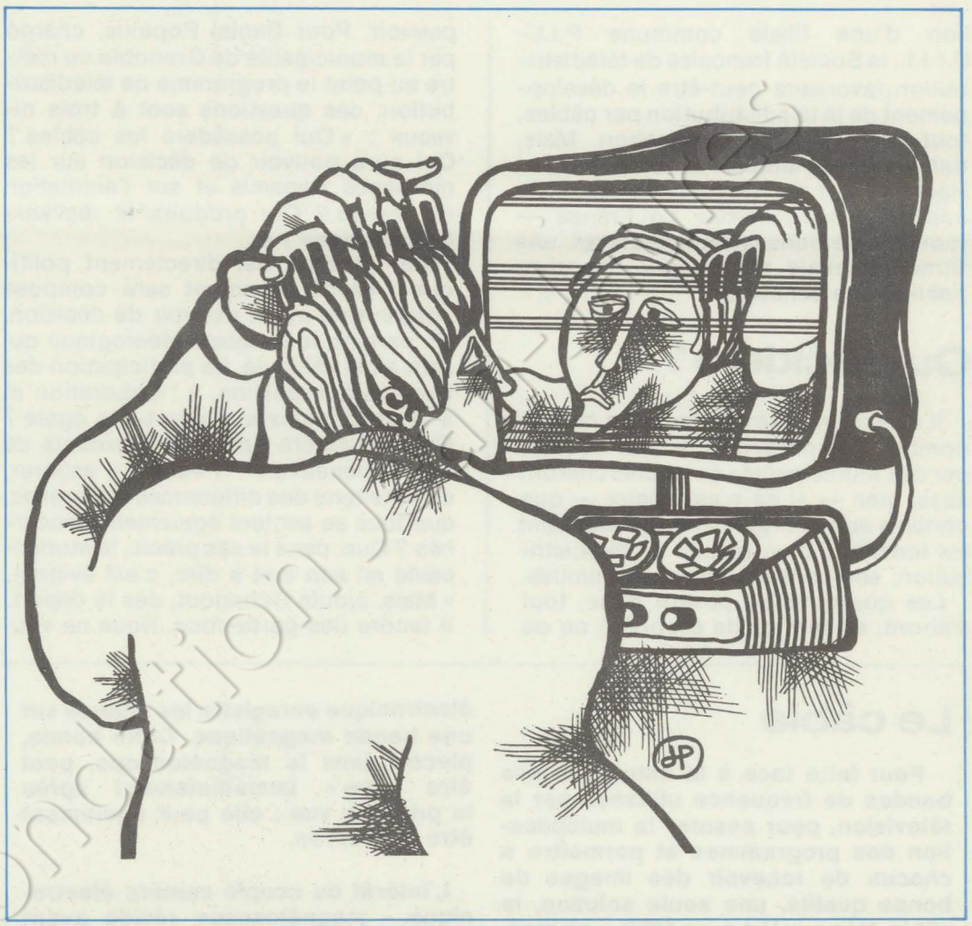
Et l'on parlera longuement de communication, d'information, d'animation, de participation. Chaque époque, chaque public a ses modes, ses mots. Reflets de notre vécu, de nos besoins, ils sont également le reflet des tentatives, des expériences faites pour résoudre les problèmes posés.

L'écart grandissant entre les besoins — nouveaux et même traditionnels — et leur satisfaction, l'incapacité du pouvoir d'Etat de les satisfaire, la volonté affirmée par les grandes entreprises d'en faire de fructueux marchés, le rôle de moins en moins évident de la famille traditionnelle, tout a poussé les municipalités à prendre en charge des problèmes que, jusqu'à un passé récent, elles ignoraient.

Dans un monde en mutation rapide, des essais de toutes sortes ont été entrepris. Pas toujours avec bonheur, mais il est dur d'innover, et surtout de réussir, dans une société de classe où l'idéologie dominante pèse lourdement sur les consciences. Et il ne suffit pas de se réclamer de la « Révolution » pour échapper aux modèles et aux idées forgées par la bourgeoisie.

Un rêve de contestataires

Communication, information, participation, animation. Ces mots sous-tendent l'expérience grenobloise. A tous les niveaux. Transformer les rapports humains dans la cité, surmonter pour cela l'individualisme d'une société basée sur le « je », apprendre — ou permettre d'apprendre — à dire « nous », briser les barrières culturelles créées par la société est une entreprise difficile. Mais l'expérience mérite d'être tentée.



Pour cela, La Villeneuve possède une architecture permettant la rencontre, le coudoiement, des équipements à fonctions multiples, le C.e.s. à la fois école, maison de quartier et studio d'enregistrement T.v. Et, pour souder ces éléments, l'audio-visuel, faisant circuler l'information, mettant en communication des groupes différents, associant les « usagers » à l'activité de ce réseau (gestion, production, programmation).

Paradoxalement, c'est aux U.s.a. que furent tentées, en ce domaine, les premières expériences. Pouvant transporter plus de programmes que n'en produisent les stations, les câbles ont tout d'abord servi à indiquer l'heure — un canal étant branché sur la caméra fixée sur une horloge — puis à retransmettre les cours de la Bourse. Les grandes villes s'équipant, la Federal communications commission décida que les réseaux desservant plus de 3.500 abonnés devaient produire des programmes originaux : la télévision locale, utilisant des matériels « bon marché », était née.

A New York, deux sociétés concessionnaires de câbles ont réservé deux chaînes chacune au public. Tout le monde peut s'exprimer, montrer, démontrer, parler. Il suffit de s'inscrire. « Pouvoir tout dire », un rêve pour les groupes contestataires. Militants noirs, réseaux « underground », toutes les minorités chassées de l'information ont ainsi conquis le droit à la parole.

Et cela n'empêche en rien la télévision par câble nord-américaine d'être une industrie prospère, en pleine concentration, où les deux plus grands réseaux appartiennent, l'un à Howard Hugues, l'autre au groupe de presse « Time-Life ».

L'utilisation des mêmes techniques posera, en France, des problèmes particuliers. Tout d'abord, il y a le monopole de l'O.r.t.f. Puis celui des P.t.t. La créa- →

tion d'une filiale commune P.t.t.-O.r.t.f., la Société française de télédistribution, favorisera peut-être le développement de la télédistribution par câbles, tout en évitant la privatisation. Mais, dans le même temps, l'accord O.r.t.f. — Hachette sur les vidéo-cassettes — la société Vidéogrammes de France — montre que, dans le régime actuel, une firme nationale encourage... la privatisation des bénéfices.

Qui décidera ?

Il n'est donc pas inutile qu'un certain nombre d'expériences soient tentées par des municipalités qui rechercheront aussi bien — si ce n'est mieux — que certains autres organismes quelles sont les fonctions d'un réseau de télédistribution, ses conséquences, ses limites.

Les questions se posent donc, tout d'abord, en termes de propriété ou de pouvoir. Pour Daniel Populus, chargé par la municipalité de Grenoble de mettre au point le programme de télédistribution, ces questions sont à trois niveaux : « Qui possédera les câbles ? Qui aura pouvoir de décision sur les messages transmis et sur l'animation du réseau ? Qui produira et réalisera les messages ? »

La question est directement politique : savoir comment sera composé l'organisme ayant pouvoir de décision. Et, partant, le message idéologique qui sera ainsi véhiculé. La participation des usagers à la gestion, à l'élaboration et à la programmation sera-t-elle égale ? Qui participera parmi les résidents de La Villeneuve ? Peut-on espérer, compte tenu des différences culturelles, que tous se sentent également concernés ? Que, dans le cas précis, la municipalité ait son mot à dire, c'est évident. « Mais, ajoute Dubedout, dès le départ, il faudra des garde-fous. Nous ne voulons pas être accusés d'utiliser le réseau audiovisuel. Nous ne voulons pas être tentés de l'utiliser ». Il faudra donc, pour que l'expérience réussisse, inventer une règle du jeu. Equilibre difficile. Les organisations de tous ordres qui, traditionnellement représentent les usagers sauront-elles, ou pourront-elles, s'adapter à des problèmes nouveaux, acceptant parfois d'être court-circuitées ? Et les partis politiques ?

Ne plus consommer

Mais, au-delà de la « règle du jeu » à découvrir et à pratiquer, il est évident que d'autres problèmes se posent : dans le domaine pédagogique, en particulier, où les efforts de l'équipe spécialisée se heurtent à l'opposition de nombreux enseignants grenoblois. Si ces derniers affirment leur volonté d'utiliser les techniques modernes, certains reprochent à l'expérience d'être « technocratique » ou de n'être qu'un « monument du Gam ». Ces attaques sont le reflet de la difficulté de concevoir un « vivre autrement ». Car c'est ce que voudrait permettre l'expérience de Grenoble, sans ignorer les limites imposées par le régime économique actuel.

Ces dernières risquent de jouer très vite. Le manque d'homogénéité sociale et culturelle des habitants de La Villeneuve sera à la fois atout et handicap. Les locataires de H.l.m. (ouvriers, employés) et les propriétaires (cadres, enseignants) n'ont ni la même culture, ni les mêmes loisirs. Politiquement, ils n'ont pas toujours conscience d'avoir les mêmes intérêts. C'est dire si la pratique commune des équipements collectifs–et de l'audio-visuel, en particulier - risque de faire problème. C'est dire, aussi, ce que l'expérience a de passionnant.

Même si les écueils sont nombreux, il est un point, d'ores et déjà, positif : apprendre aux enfants, et aux adultes, à manier l'image, à la démystifier. Permettre d'avoir un œil critique sur les programmes de l'O.r.t.f., cesser de consommer passivement une information orientée, une culture affadie, n'est pas une petite chose. L'expérience de Grenoble se limiterait-elle à ce seul aspect qu'elle devait être tentée.

GUY PERRIMOND

Le câble

Pour faire face à la saturation des bandes de fréquence utilisées par la télévision, pour assurer la multiplication des programmes et permettre à chacun de recevoir des images de bonne qualité, une seule solution, le câble. Nés aux U.s.a. en 1950 — un marchand de récepteurs T.v. en eut l'idée pour satisfaire ses clients — les câbles « porteurs d'images » desservent aujourd'hui 6.500.000 foyers américains. En 1980, 80 % des récepteurs d'outre-Atlantique seront « branchés ». Enterrés ou montés en ligne aérienne, les réseaux de câbles pourront quadriller villes et villages. L'utilisateur disposera donc à la fois des « programmes classiques », en transmission directe, c'est-à-dire conçus, fabriqués et diffusés par l'O.r.t.f., par exemple. Mais également, en fonction du nombre de lignes contenues dans le câble, d'un certain nombre d'autres services : programme de quartier, programme de formation professionnelle, films d'archives, etc., diffusés à partir d'un studio de quartier ou d'une « banque » régionale.

Le magnétoscope

Le magnétoscope, lui, est un magnétophone à images. Une caméra électronique enregistre les images sur une bande magnétique. Cette bande, placée dans le magnétoscope, peut être « lue » immédiatement après la prise de vue ; elle peut également être conservée.

L'intérêt du couple caméra électronique - magnétoscope réside avant tout dans le support : pas de délais de développement, vérification immédiate de la qualité, réutilisation de la bande.

La coopération du réseau câble, du couple caméra électronique - magnétoscope et des vidéo-cassettes permettra à l'audio-visuel de devenir autre chose que ce qu'il est actuellement. De produit de consommation et de conditionnement, il pourra devenir instrument de participation et de démocratie.

Les vidéo-cassettes

Les vidéo-cassettes, elles, sont des « images en boîtes », gravées sur support (film miniaturisé, super huit, bande magnétique, disque de matière plastique). Ce support, enfermé dans une cassette, est placé dans un « lecteur » qu'on branche sur un récepteur T.v.

«Nous ne sommes pas des diplodocus»

«A la foire de Paris, l'an dernier, au stand de la formation permanente, les visiteurs pouvaient trouver un prospectus reproduisant la silhouette d'un diplodocus avec, comme légende : « Il a disparu parce qu'il n'avait pas reçu de formation permanente ». Il en est ainsi de l'école. Pour qu'elle dépérisse, pour qu'elle disparaisse, comme certains le souhaitent ici, il n'est que de la laisser comme elle est. Cela, nous ne le voulons pas ».

C'est le secrétaire général du Snes (Syndicat national des enseignements du second degré) qui rappelait, mardi, lors de la clôture du congrès de son syndicat, le désir de la majorité des enseignants de modifier l'école. Pour qu'elle survive.

Modifier l'école. Ces deux mots sont à l'origine de nombreux débats, de difficiles confrontations. Entre enseignants, d'abord. Entre les syndicats et le ministère de l'Education nationale, ensuite. Problème social autant que pédagogique, mais problème pédagogique tout de même, l'école peut se définir suivant son programme et la qualité professionnelle des enseignants.

36 semaines

C'est sur ce point qu'un accord vient d'être signé entre les instituteurs du S.n.i. et le ministère de l'Education nationale : la formation permanente devient un droit pour chaque maître. Chacun d'eux disposera, au cours de sa carrière, de 36 semaines à temps plein — l'équivalent d'une année scolaire — pour suivre des stages dans les écoles normales. Dans un premier temps, ces stages seront de six semaines ou de trois mois. Ainsi, 190.000 instituteurs vont retourner à l'école. Pour quoi faire ?

C'est la question que se sont posée 400 d'entre eux, lors d'une session d'étude organisée par le S.n.i., dimanche et lundi, à Paris. La formation permanente sera-t-elle un simple ajustement à des techniques nouvelles, une adaptation aux besoins nouveaux de l'économie, ou bien un moyen de transformer l'instituteur en chercheur, en véritable formateur, capable d'apprendre à apprendre et non pas seulement à emmagasiner « le » savoir ?

Garderie

En ce domaine, la première question posée fut celle de la formation initiale des maîtres. Si elle n'est pas d'un haut niveau, ou si elle demeure ce qu'elle est aujourd'hui pour la majorité d'entre eux : inexistante, la formation permanente ne sera-t-elle pas une simple opération de camouflage, destinée à masquer la carence ou la mauvaise qualité de l'enseignement ? Ou à donner bonne conscience à un certain nombre d'enseignants ?

Car la question est importante. Le remodelage de la mission de l'école, souhaité par le ministère, est là pour le rappeler. Pour Olivier Guichard, qui passe allègrement de l'éducation à l'encadrement, qui pense garderie en disant école, la formation des maîtres doit ressembler à celle de « gardiens spécialisés » plutôt qu'à celle de « formateurs d'hommes ». L'interrogation lancée par les instituteurs ou par les congressistes du Snes et du Sgen (les enseignants C.f.d.t.) est donc importante. Pour que l'école ne disparaisse pas, il faut qu'elle change.

C.G.

ROTISSERIE DE L'ABBAYE
SAINT-GERMAIN-DES-PRES
Dans un CADRE EXCEPTIONNEL, un DINER-SPECTACLE de qualité, d'humour, de fantaisie : 44 F + vin et service (ou à la carte). Et déjeuners ou dîners de groupe
22, rue Jacob DAN. 36-26

L'école de l'information

Pour le journaliste, le militant, c'est le sinistre raseur aux éternels comptes rendus d'assemblée générale. Pour le militant, le journaliste, c'est l'esprit dévoyé qui ne connaît que meurtres et scandales, l'homme qui tronque le discours et traque le fait divers.

Ce tableau, certes, est encore trop souvent véridique. Mais, au-delà de ce vieux malentendu, l'évolution se dessine. Des animateurs découvrent qu'il leur faut apprendre le langage de l'information moderne. Des journalistes s'aperçoivent que les centres culturels, Maisons pour tous, Bourses du travail et autres Foyers de jeunes sont des lieux où ils pourraient dialoguer avec leur public. Deux exemples récents, parmi beaucoup d'autres, sont significatifs de ces tendances.

Le scoutisme catholique lance un hebdomadaire. Avant le démarrage, il envoie les responsables suivre un stage au Centre de perfectionnement des journalistes. Et, après neuf semaines de parution, c'est la soirée « en direct avec les lecteurs », un « à la manière de Mme Soleil ou Ménie Grégoire ». Autour de la table, l'équipe rédactionnelle et les dirigeants des Scouts de France (garçons) et des Guides (filles) : ils vont répondre aux cinquante coups de fil qui leur parviendront de toute la France. En trois heures, plus de résultats qu'avec l'habituelle série des circulaires, rappels, derniers rappels, etc.

Le lendemain soir, dans une Maison de jeunes de la Seine-Saint-Denis, on joue « La fosse aux lions » sur l'air de « La presse est malade... pourquoi ? ». Les lions : les adhérents de la maison. Les victimes : une équipe de l'Association Presse information jeunesse (Apij).

L'Apij, ce n'est pas seulement la liaison entre les journalistes rédactionnellement spécialisés dans les secteurs Jeunesse et Education populaire. C'est, aussi, toute une suite d'expériences menées depuis cinq ans. Débats d'actualité avec les élèves du secondaire et les jeunes travailleurs des Foyers, rencontres entre éducateurs et journalistes, plaquettes sur la manière de disséquer un journal... Bref, l'art d'apprendre ce qu'est l'information pour mieux savoir agir sur elle.

DANIEL MITRANI

Drôle de drame

Hier, 30 mars 2002, dans sa série des vieux classiques du cinéma en deux dimensions, la cinémathèque reprenait « La guerre d'Algérie », un film datant d'une trentaine d'années.

D'abord, j'ai cru à une histoire de fiction, où le scénariste en aurait remis pour faire un film de l'Absurde, une sorte de transposition collective de « L'Etranger » — vous savez, de ce vieil auteur de l'époque nommé Camus.

Donc, dans les années cinquante du siècle dernier, la France est en Algérie — ce qu'elle fait là, sur un autre continent que le sien, n'est pas très clair, mais c'était, semble-t-il, une coutume de ces temps. Une partie au moins des Algériens souhaite partager les responsabilités du pays. On ne les écoute pas : la politique de l'Algérie est faite à Paris, à l'instigation d'une poignée de messieurs français d'Alger que le petit peuple européen suit aveuglément.

Du coup, quelques centaines d'Algériens prennent les armes, assez pour que beaucoup de leurs compatriotes commencent à se poser des questions. Alors, on va discuter, comme cela se ferait aujourd'hui ? Pas du tout : les messieurs d'Alger disent non, donc Paris dit non, et on lâche les forces de l'ordre. Mais plus ce non va être brutal et la répression systématique, plus les « rebelles » vont voir grossir leurs rangs et se persuader que l'heure des modérés est passée : l'indépendance ou rien.

Les yeux fermés

De leur côté, pour mieux faire barrage à tout changement, si minime soit-il, les Européens d'Algérie ont fait « virer leur cuti » aux responsables civils et attiré à eux les cadres d'active de l'Armée. Voilà qui peut nous surprendre, en 2002, mais c'est ainsi : à l'époque, ces techniciens salariés de la nation adorent faire de la politique et donner des ordres à leurs employeurs. Cela les rend si forts qu'ils se permettent, à distance, de renverser une République pour en installer une autre, qu'ils confient à un général.

Malgré ce label militaire, ils vont s'en rendre compte trop tard, le général est avant tout un homme politique. L'Algérie



a beau avoir été son tremplin, il a hâte, au profit de plus grands desseins, de se débarrasser de cette affaire qui dure déjà depuis quatre années. Mais il lui en faudra quatre autres pour y arriver. Il est vrai que pas grand monde ne le bouscule : la majorité des Français « achètent les yeux fermés » et continuent à laisser partir leurs fils de l'autre côté de la Méditerranée.

Désorientée, l'Armée est rentrée dans ses casernes. Elle n'en bougera plus, même lorsque c'est à sa tête que naîtra un putsch éphémère. Les ultras, bien que le petit peuple les suive aussi aveuglément que les messieurs de naguère, n'ont plus désormais d'autre arme que la terreur. Pas assez pour rétablir leur situation, juste assez pour compromettre le destin des Européens d'Algérie, condamnés à l'exil par les duperies des uns et des autres autant que par leur myopie passée.

Scénario absurde

Quand s'achève enfin la guerre et sans qu'on ait jamais prononcé officiellement ce mot, l'Algérie est à demi détruite. Il y a eu plusieurs centaines de milliers de morts. Les Algériens ont obtenu beaucoup plus que ce qu'ils demandaient vainement, huit ans plus tôt, par des moyens « raisonnables ». La France a gaspillé presque une décennie. Vous voyez bien que c'est un scénario absurde que celui de ce film.

Fiction pure, ou tout au moins Histoire romancée ? Ni l'un ni l'autre. Tous les documents que, piqué par la curiosité, j'ai consultés depuis, confirment le récit de « La guerre d'Algérie ». Réalisé d'ailleurs par Yves Courrière, un journaliste indiscuté, qui se trouvait au cœur des événements et s'est livré ensuite à un très long travail d'enquêteur-historien.

Alors, nos ancêtres de la moitié du XXe siècle, regardant se dérouler dans leur vie ce bien étrange scénario, étaient de bien étranges gens, c'est à croire. Selon les gazettes de l'époque, dix ans plus tard, ils seront, pour les seuls premiers mois d'exclusivité, des centaines de milliers à prendre d'assaut les cinémas pour voir le film. Depuis, une question me trotte dans la tête : et s'il avait suffi que ces masses humaines, ou même une bonne partie d'entre elles, dépensent la même énergie, quelques années plus tôt, pour arrêter à temps cette guerre ?

SERGE RICHARD

L'Unité
A BESOIN DE VOUS

Le contenu de ce numéro — en particulier le document sur les conversations entre le Parti socialiste et le Parti communiste, l'étude sur la situation en Italie et les textes de Léon Blum — en fait un numéro spécial. Nous en avons accru le tirage, afin de pouvoir l'adresser à un plus grand nombre d'amis et de sympathisants parmi ceux que nous prospectons depuis plusieurs semaines pour leur demander de s'abonner à « l'Unité ».

C'est, pour nous, l'occasion de lancer un nouvel appel à tous ceux qui s'intéressent à notre journal, mais ne nous ont pas encore adressé leur abonnement. Plusieurs fois, déjà, nous avons souligné que « l'Unité » ne vivra que s'il atteint rapidement le niveau de 12 000 à 15 000 abonnés. La progression se poursuit à un rythme très satisfaisant, mais il faut encore l'intensifier.

En quelques semaines, « l'Unité » a déjà pris une place de premier plan dans la presse française. Les socialistes ont ainsi retrouvé un organe d'expression national qui leur faisait cruellement défaut. Il faut qu'il se développe et accroisse son audience de semaine en semaine.

Cela dépend de vous tous. Seuls les abonnements peuvent nous assurer la sécurité nécessaire. N'hésitez pas. N'attendez pas.

Abonnez-vous.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire	☐
par chèque postal	☐
ou virement au C.C.P.	☐

Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

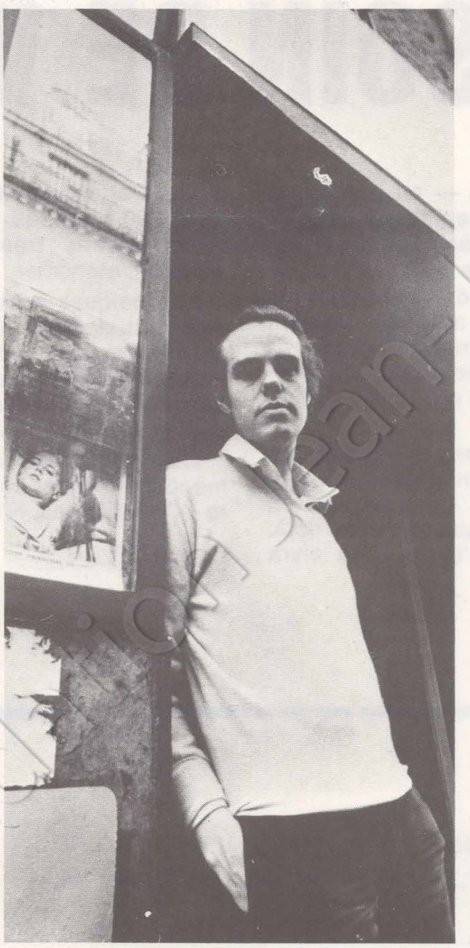
Fondation Jean Jaurès

Le cinéma d'après les loulous

L'Olympic, c'était un « chouette ciné » de quartier !

Bien sûr, les luttes d'Hercule contre Dracula et les aventures amoureuses de Robin des Bois, ce n'était pas vraiment palpitant. Mais une fois qu'on s'était habitué au décadrage de l'image et aux grésillements du son, ça changeait un peu des bistrots du coin. Les films cassaient souvent, plusieurs fois par séance. Mais ça faisait des entractes pour rigoler avec les copains. Les samedis fastes, pour 400 places et en deux séances, on faisait bien 90 entrées. Sans compter les soirs où le père W., le propriétaire de l'époque, faisait évacuer la salle par la police. Débordé par les « loulous » du quartier, c'était son ultime recours pour sauver ses fauteuils encore intacts. Il faut dire à sa décharge que, bien décidés à s'en donner à cœur joie, ils aimaient assez, entre autres, sauter du balcon sur les spectateurs de l'orchestre ! Bref, on n'y voyait pas grand-chose, mais on s'amusait bien, à l'Olympic...

Un coup de poker heureux est venu changer le destin de ce cinéma de quartier et en fait une aventure peut-être exemplaire. Un jour, un cancre de la plus pure tradition, sympathique et débrouillard, gagne 50 000 F au jeu. Possesseur de cette somme, il va voir son ex-professeur et ami, Frédéric Mitterrand : « Si on en faisait quelque chose de sympa ? » Le jeune prof et le cancre, tous deux passionnés de cinéma, réussissent à emprunter 50 000 F de plus. En février 1971, ils achètent l'Olympic de la rue Boyer-Barret et commencent à refaire la salle.



Frédéric Mitterrand devant l'Olympic.

Au début, les « loulous » voient d'un mauvais œil ce groupe de jeunes s'activer, outils en main. Puis la curiosité l'emportant, ils entrent regarder ce qui se passe dans « leur » ciné. Et comme il reste des pinceaux disponibles, ils se joignent aux autres.

Ils font tous tant et si bien que, six mois plus tard, les lieux sont entièrement rénovés. Ça n'a pas été facile, pourtant. D'autant qu'il fallait continuer les séances, chaque soir, pour financer une partie des travaux. Et quelles séances ! Pour la représentation de « L'amour fou », en mars 1971, il fait 14° dans la salle !

Rats et stucs

Sans compter les remboursements nécessités par les pannes de courant répétées : les rongeurs s'étaient montrés friands des fils électriques confits par le temps ; la réfection du circuit et quelques boîtes de mort aux rats y mettront bon ordre. De plus, 15 jours de version originale et la suppression de Tarzan au profit de films plus classiques font perdre à l'Olympic son public habituel. Les premiers temps, en attendant de toucher de nouveaux spectateurs, on compte à peine 400 entrées par semaine.

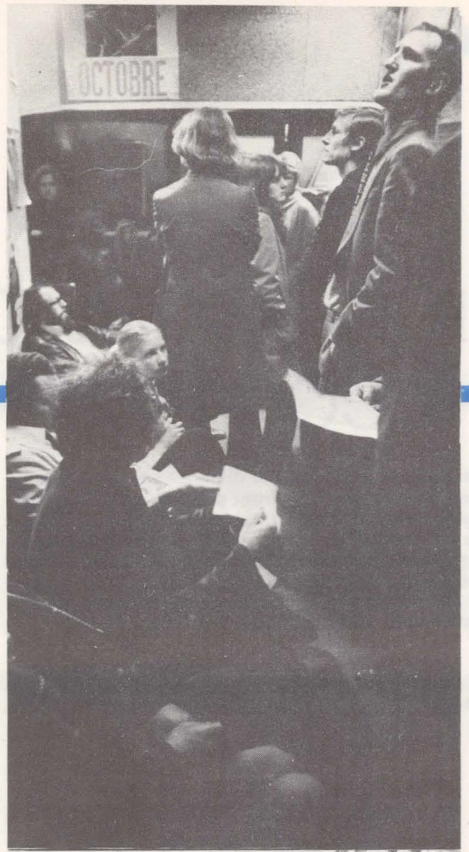
Tout est à rénover, à commencer par le chauffage, l'écran et les appareils de projection. Il a fallu encore emprunter. L'installation du chauffage central et l'acquisition d'un matériel cinématographique moderne apportent une amélioration considérable. Dans la salle, les stucs et les autres fioritures 1900 sont supprimés avec leur poussière d'époque. A leur place, un bleu nuit sur les murs, une moquette neuve et une centaine de fauteuils retirés pour élargir les rangées achèvent de transformer le local décrépit en une salle de cinéma jeune, sobre et relativement confortable.

Un rêve

Mais la partie n'est pas encore gagnée. Il reste à déterminer le style de l'Olympic par la programmation de ses spectacles. Il est hors de question pour Frédéric Mitterrand, en quête d'un « rêve de cinéma », de se lancer dans la course au profit, parallèlement aux grandes chaînes. L'idée qu'il se fait du 7e art n'a rien à voir avec l'exploitation industrielle de films choisis exclusivement sur leur capacité à faire recette.

Une autre solution s'offre : opter pour la filière Art et Essai, où les films sont généralement d'une qualité supérieure. Mais où la volonté de recherche artistique s'est essoufflée, en même temps que les prix des places s'apparentent à ceux des « grandes salles ».

Une étude d'actualité
PHILIPPE
BAUCHARD
LES SYNDICATS EN QUETE D'UNE REVOLUTION
"Plus trotskystes que communistes, plus anarchisants que socialistes, plus libres, plus souples, plus modernes que les partis, ils représentent une nouvelle forme de pouvoir."
BUCHET/CHASTEL





La formule qui se rapproche le plus du rêve de l'équipe de l'Olympic : celle des deux Studios Action, où la tentative d'« Art et Essai » est réelle. Un choix de plusieurs centaines de films, tous des reprises, choisis suivant une orientation précise ; une animation (brochures, expositions) ; une politique commerciale également stricte, c'est-à-dire des prix raisonnables : 6,50 F, avec des réductions permanentes pour les jeunes et les « cartes de fidélité ».

Public original

Finalement, Frédéric Mitterrand décide d'orienter sa recherche vers les films assez récents, nombreux et dont les copies sont, en général, en bon état. Sa seule exigence : les films ne doivent pas rester programmés chacun plus de trois jours. Pris dans un ensemble de projections, ils s'ordonnent autour d'un même thème. Par exemple, celui de la solitude, vu par dix metteurs en scène différents.

Ou bien encore, pour le début de ce mois d'avril, « ce rire qui vient de l'Est », « grinçant chez Vera Chytilova, ironique et amer chez Forman, arithmétique chez Menzel, tendre chez Passer ». Autant de noms mal connus, autant de possibilités de mieux sentir les aspects d'un pays, de l'homme qui en a parlé avec sa caméra.

Ces renouvellements incessants traduisent un profond désir de serrer au plus près, de la manière la plus complète, une réalité toujours plus vaste. Cette recherche insatiable fait de l'Olympic un cinéma vivant, tout comme l'animation informelle qui vous accueille dans le hall : avant ou après la projection, sous les panneaux de présentation des films et des réalisateurs, on s'attarde volontiers à discuter avec « la bande de l'Olympic ». Quant aux prix, ce sont ceux du « ciné du coin », 5 F, sans discrimination d'âge ou de place.

Résultat : un public original brassant cinéphiles, loulous et habitants du quartier, jeunes et vieux. Comme à la République et au carrefour Châteaudun les Studios Action, comme au faubourg Montmartre le Palace, l'Olympic, du côté de Plaisance, a réussi à introduire l'animation culturelle dans un quartier où elle n'avait jamais eu droit de cité.

Toutes les difficultés ne sont pas aplanies pour autant, surtout avec les distributeurs, en particulier les français. Ils préfèrent évidemment louer leurs copies à une grande salle, qui gardera le film à l'affiche jusqu'à ce qu'il cesse d'être vraiment rentable, plutôt qu'au petit cinéma qui, prenant un film pour trois jours, est quantité négligeable : tout le problème est là.

Un espoir : les distributeurs commencent à réaliser, enfin, que les petits cinémas d'Art et d'Essai peuvent, eux aussi, « lancer » un film. On l'a vu dernièrement avec « Le chagrin et la pitié ». Frédéric Mitterrand espère bien d'autres hirondelles pour faire le printemps. Sera-t-il entendu ?

CHRISTINE COTTIN

Télévision : au risque de vous plaire

Au magazine Le troisième œil : « Jésus de toutes les couleurs » — celui des jeunes intellectuels, celui du monde ouvrier, celui de l'Amérique latine, etc. (vendredi, 21 h 30, ch. 2).

VENDREDI 31 MARS

Entretiens avec Max-Pol Fouchet (vendredi et samedi, 13 h 30, France-Culture).

SAMEDI 1er AVRIL

Jazz session : le pianiste Bill Evans (22 h 55, ch. 1).

DIMANCHE 2

« L'extase et l'agonie », film de Carol Reed (20 h 40, ch. 1).

Un Fritz Lang de l'époque du muet : « Les Espions » (22 h 55, ch. 2).

« Beckett », de Jean Anouilh (14 h 45, France-Culture).

LUNDI 3

Des variétés façon Raoul Sangla : « Alors, ça va la vie ? » (17 h 05, ch. 2).

« Les cops », de Buster Keaton : court, mais bon (19 h, ch. 1).

« L'épée de flamme », de Pablo Neruda (lundi et mardi, 22 h 30, France-Culture).

MARDI 4

« Austerlitz » vu par Abel Gance (15 h 10, ch. 2).

MERCREDI 5

Comme chaque mois, le Grand Echiquier, de Jacques Chancel (20 h 30, ch. 1).

JEUDI 6

Le troisième épisode de « Pot-Bouille », d'après Zola (20 h 30, ch. 2).

Trois textes de Léon Blum

Le Parti socialiste et les Amis de Léon Blum s'apprêtent à célébrer le dimanche 9 avril, à Jouy-en-Josas, le centième anniversaire de la naissance de l'ancien chef du Front populaire (1). Dès cette semaine, « l'Unité » a voulu être présent à cette commémoration en publiant dans ces pages spéciales trois textes peu connus de Léon Blum, écrits à trois époques différentes, et qui restent d'une égale actualité. Après un demi-siècle, on ne voit guère ce qui serait à modifier dans la définition de « l'idéal socialiste », ou ce qui serait à reprendre dans sa réplique aux dissidents de 1933 : « Il n'y a qu'un socialisme ». Quant à la communication de 1946 sur l'héritage, elle témoigne de l'audace de pensée de l'homme dont le nom même rassemble, aujourd'hui encore, tous ceux pour qui l'idée de socialisme est inséparable de celle de démocratie.

(1) Parmi les initiatives, destinées à commémorer ce centenaire, signalons le numéro exceptionnel du « Vétéran socialiste » entièrement consacré au souvenir de Léon Blum (le numéro, 1,50 F — 12, Cité Malesherbes).

L'idéal socialiste

Article du 1er mai 1924 - La Revue de Paris.

Que disaient, il y a cent trente ans, les hommes de la Révolution française ? Ils disaient : fils de noble, fils de bourgeois, fils de serf ou de manant, les hommes naissent tous libres, tous égaux, pétris du même limon. La société doit consacrer leur égalité naturelle. Plus de distinction tirée de leur origine, de ce qui devance la manifestation de leur utilité personnelle. Les hommes de la Révolution avaient cru achever leur œuvre en confondant tous les ordres de l'ancienne société. Ils ne se doutaient pas que, dans la société moderne, la même iniquité reparaîtrait, sous une forme moins supportable encore, par la formation et la distinction des classes sociales.

Par une révolution semblable à celle qu'ont accomplie nos pères, nous voulons installer la raison et la justice là où règnent aujourd'hui le privilège et le hasard. Dans la République du Travail, point de distinctions sociales, mais seulement des répartitions professionnelles. Ces affectations auront pour fondement unique l'aptitude personnelle, propre à chaque individu, naissant et s'éteignant avec lui. La société présente, au contraire, repose essentiellement, selon nous, sur la division des classes : classe des possédants, classe des prolétaires, et cette division a bien pour principe le capital, puisqu'elle apparaît avec la possession du capital, puisqu'elle se transmet et se perpétue, dans la généralité des cas, avec le capital lui-même.

Talisman magique

Le capital, qu'est-ce donc que ce talisman magique dont la présence ou l'absence transforme aujourd'hui notre condition, notre état, notre vie entière ? Comment se présente-t-il à nous, quelle est son origine, sa raison d'être, de quoi est-il fait ? Il existe une première catégorie de capitaux, métaux précieux, numéraire, titres mobiliers, que le socialisme ne reconnaît pas comme des richesses réelles, où il ne voit que des signes conventionnels, des moyens d'échange, de transmission, de représentation des richesses vraies. Nous pensons qu'on pourrait retirer du monde, sans l'appauvrir, toute sa fortune d'or et de papier, alors qu'on n'en saurait retirer, sans pa-

Il n'y a qu'un socialisme

Le Populaire, 14 août 1933 -

Nous sommes accoutumés depuis longtemps à cette manœuvre de diversion et de division, généralement fomentée et encouragée par les pires ennemis du socialisme, et qui consiste à dire : il y a deux socialismes, l'un qui est bon, l'autre qui est mauvais ; l'un qui est vivant, généreux, humain, l'autre qui est rigoureux comme un calcul ou comme une construction logique ; l'un qui est bien français, bien pensant, « bien de chez nous », l'autre qui est allemand par origine et international par nature.

Il n'existe pas deux espèces de socialisme dont l'un serait international et dont l'autre ne le serait pas. Il est impossible de concevoir la réalisation du socialisme autrement que comme une transformation internationale du régime de production et de la propriété. Il est impossible de concevoir une organisation et une action socialiste qui se limitent et s'enferment dans le cadre national. Un socialisme national ne serait plus le socialisme et deviendrait rapidement antisocialisme — à moins qu'il ne le fût dès l'origine. Il n'existe pas deux espèces de socialisme dont l'un serait le marxisme et dont l'autre serait... on ne sait trop quoi.

Jaurès et Marx

Certes, nous ne sommes pas assez ingénus ou pas assez ignorants pour prétendre que, dans un monde où tout change, l'œuvre de Marx et d'Engels soit demeurée immuable et intangible. La doctrine marxiste a changé précisément parce qu'elle est une doctrine vivante. Elle a changé par le passage à travers les esprits et par le contact avec les choses. Mais, cependant, elle demeure intacte dans ses lignes maîtresses. Elle n'est ni une métaphysique, soumise comme une œuvre d'art au hasard de la création individuelle, ni une chimie soumise à la loi scientifique du progrès. Elle est avant tout une méthode — une méthode d'observation, d'analyse, d'interprétation de la réalité économique. En tant que méthode, elle n'a pas plus vieilli que les principes de la méthode expérimentale depuis Bacon, Hume ou Claude Bernard. Les lois essentielles que la méthode a permis de dégager n'ont pas plus vieilli que les grandes vues inspiratrices d'un Darwin, d'un Pasteur, d'un Maxwell qui dirigent depuis bientôt un siècle le travail scientifique.

Il serait prodigieux qu'on vînt à parler aujourd'hui du marxisme comme d'une



Léon Blum au Congrès d'Avignon en 1933.

ralyser sa vie, un seul jour du travail unanime des hommes. Quand on répète, comme l'ont fait les plus hautes autorités de ce pays, qu'en dépit de sa faillite financière et monétaire, et du fait de sa capacité de production demeurée intacte, l'Allemagne n'a rien perdu de sa richesse vraie, c'est notre proposition socialiste que l'on confirme par cet exemple.

Air et lumière

Les capitaux réels, notre patrimoine réel, notre richesse authentique se composent de la terre, de son sol et de son sous-sol, des forces qu'elle recèle, des bâtiments qui la couvrent, des engins de toutes sortes dont l'industrie humaine l'a peuplée. Ces capitaux-là ne sont pas moins indispensables à notre vie que le travail des hommes vivants. Tout ce dont l'humanité a besoin pour vivre est fourni par l'application de son travail présent à ces richesses communes de la terre, et si l'avenir peut nous promettre de plus en plus de bien-être, de plus en plus de sécurité et de confort, c'est par leur exploitation de plus en plus exacte, de plus en plus savante.

→

conjecture démodée, surannée, au moment même où le spectacle de l'humanité, désolée par la crise, lui fournit la plus poignante, mais aussi la plus évidente et la plus éclatante vérification.

Mais, surtout, qu'à ce décri du marxisme on ne s'avise pas de mêler le nom de Jaurès. Jaurès a repensé le marxisme et, par la-même, il l'a profondément empreint de son génie personnel. Il l'a surtout rectifié et amplifié, il l'a animé d'un souffle, et, si je puis dire, d'une intention d'« intelligence » et de sensibilité qui lui était propre. Mais Jaurès n'a jamais varié une seule minute dans son adhésion complète et sans réserve aux thèmes essentiels de la pensée marxiste : théorie de la valeur, dialectique de l'Histoire, action de classe, organisation internationale du prolétariat. Qu'on prenne la conférence fameuse prononcée aux Sociétés Savantes sur la controverse Bernstein-Kautsky, qu'on relise « L'Armée nouvelle » : on se rendra compte qu'en treize ans, la position de Jaurès n'a rien perdu de sa netteté et de sa fermeté. Opposer Jaurès à Marx serait un nonsens, Jaurès était marxiste. Dans l'état présent des choses, un socialiste antimarxiste ne serait plus socialiste et deviendrait rapidement un antisocialiste.

Les sans-patrie

Comment nous dégagerions-nous d'ailleurs de cette identité entre socialisme et marxisme, quand ce sont nos plus enragés ou nos plus cyniques adversaires qui en font état contre nous ? Je m'explique. Marxisme est le nom qu'en France et ailleurs, on a toujours donné au socialisme lorsqu'on voulait le combattre, le vilipender, l'extirper.

Quand « le Temps » cherche à inspirer aux honnêtes radicaux français le dégoût et l'horreur de notre maléfique Parti — c'est-à-dire cinq ou six fois par semaine — il nous traite de marxistes et non de socialistes. C'est au marxisme que Mussolini a déclaré la guerre. C'est le marxisme que Hitler, Gœring et leurs bandes prétendent arracher du sol allemand. Quiconque s'attaque au socialisme, quiconque veut le tourner en dérision ou en faire un objet de haine, le qualifie de marxisme. Raison de plus pour relever orgueilleusement, comme jadis les gueux de Guillaume d'Orange, le nom sous lequel on prétend nous railler ou nous accabler. Oui, nous sommes marxistes, oui nous sommes internationalistes. Nous savons parfaitement à quoi cette profession de foi nous expose. Nous savons que les ennemis du socialisme continueront comme par le passé à dénoncer en nous les sans-patrie, les traîtres, les avocats ou les agents de l'Allemagne. Peu importe, pourvu qu'aucun socialiste ne leur prête, par ses imprudences, un involontaire appui.

Mais s'il en est ainsi, comment concevoir que ce qui est nécessaire à la totalité des hommes demeure la propriété exclusive de quelques-uns ? Le capital utile du monde est, pour une part, le don gratuit de la nature, d'autre part, l'héritage du travail séculaire de l'humanité, car toutes les générations qui se sont succédées sur cette terre y ont tour à tour ajouté leur part.

Or, nous avons tous la même vocation aux richesses naturelles. Nous en sommes tous, en naissant, propriétaires égaux et indivis comme de l'air et de la lumière. Nous y avons tous le même droit, comme le même devoir, le devoir de les entretenir et de les accroître dans la mesure de nos forces. Quel jour les déshérités de la société actuelle ont-ils, suivant l'image de Lamartine, vendu comme Esaü leur part de l'héritage ?

Une usine immense

Dans les temps d'autrefois, les formes individualistes du travail ont pu justifier, ou même engendrer la propriété individuelle. Mais, depuis cent cinquante ans, les grandes industries et les grandes agglomérations d'hommes se sont formées. L'exploitation des richesses naturelles n'est plus remise à l'effort morcelé des individus.

Bientôt, les nécessités mêmes de la vie du monde obligeront de soumettre à des directions d'ensemble — non seulement nationales mais universelles — les fabrications et les cultures, la distribution des matières premières et la répartition des produits.

Le capitalisme lui-même, sous la pression de cette nécessité, avait dû s'orienter, pendant les vingt années qui ont précédé la guerre, vers l'organisation centralisée de l'industrie. Mais ce corps unique, dont dépendra ainsi la vie du monde, qui donc a qualité pour en régler les fonctions essentielles, qui donc doit en diriger les mouvements, qui donc doit recueillir le fruit de son activité universelle ? Quelques privilégiés ? Non, certes, la collectivité entière et universelle des hommes. Et ainsi, les formes collectives de la production moderne viennent ajouter une justification de plus, imposer comme une nécessité de plus aux formes collectives de la propriété.

La propriété, dans la légalité capita-

L'héritage

Communication de Léon Blum au Comité Directeur et au groupe parlementaire réunis le 5 févier 1946.

Je voudrais que pour la première fois dans notre histoire de parti, nous portions devant le corps électoral l'idée même de la propriété capitaliste, c'est-à-dire la notion centrale de tout socialisme.

Nous avons fait un grand effort aux élections dernières sur la question des nationalisations. Nous l'avions déjà fait dans la préparation de la campagne électorale de 1936. Par les nationalisations, on approche certaine forme de la gestion socialiste, et par la façon dont nous avons conçu les indemnisations, nous avons déjà porté une atteinte à la notion de la propriété capitaliste.

C'est par là que les projets de nationalisation avaient un caractère spécifiquement socialiste, sans quoi ils auraient pu s'intégrer dans tout autre économie que dans l'économie socialiste.

Je voudrais que cette fois nous allions plus loin et, pour ma part, ce que je proposerai au Parti, c'est de s'attaquer à la notion de la propriété capitaliste dans son caractère essentiel, c'est-à-dire dans son caractère de transmission héréditaire indéfinie, et, par conséquent, de poser devant les électeurs le problème de l'héritage.

Il est entendu que je parle en ce moment de la propriété capitaliste telle qu'elle a été définie par Marx lui-même dans le Manifeste communiste, c'est-à-dire de la propriété d'instruments de production, dont les salariés assurent la mise en œuvre, et que je laisse par conséquent de côté, ou la propriété agricole exploitée par le paysan, par le propriétaire avec sa famille, ou la boutique, ou l'atelier, tenus et exploités par le commerçant ou l'artisan et par leur famille, soit même la très petite forme de propriété paysanne qui, dans nos campagnes, est très souvent le complément vital du petit commerce.

Je vise en ce moment la propriété capitaliste telle que nous l'avons toujours et constamment définie et pense que nous pourrions envisager dès à présent l'interdiction absolue de toute succession en ligne collatérale. Dans une succession, excepté la ligne descendante directe, il n'y aurait pas d'autres héritiers que la nation, et dans la ligne descendante directe elle-même, la transmission successorale serait limitée à une génération.

Un stimulant pour mon fils

Vous savez l'argument dont on se sert couramment, quand on discute de ces questions avec les économistes libéraux : « Si vous supprimez chez l'homme la possibilité de transmettre



Avec Wiston Churchill, en 1939, en Grande-Bretagne.



Avec Bracke-Desrousseaux, en 1947, à la Mutualité.

à ses enfants le fruit de son travail, il ne travaillera plus. » Je sais aussi bien que vous ce que vaut cet argument et qu'il ne vaut pas en réalité grand-chose, car nous n'avons jamais remarqué, ni les uns ni les autres, qu'un célibataire fût moins âpre au gain qu'un père de famille nombreuse. Mais enfin admettons cela. Vous prétendez que le désir de transmettre ce que l'on a gagné par son travail à ses enfants est un stimulant du travail, très bien ! Mais si c'est vrai pour moi, ce serai vrai pour mon fils, alors lui aussi, pour travailler, il faut qu'il ait un stimulant et ce sera précisément de pouvoir transmettre à son fils ce qu'il aura gagné par son travail, et non pas ce qu'il aura recueilli du fait de mon travail à moi.

J'imagine, bien entendu, pour une législation de ce genre, que le ménage est une unité, c'est-à-dire que la succession ne s'ouvre qu'au décès du dernier survivant des deux conjoints, mais cela étant, je propose que, dans toutes successions, soient ventilées la part de l'actif qui a déjà été transmise au de cujus par héritage et celle qui est le produit de son propre travail. Cette dernière sera reversée sur la génération suivante ; celle qu'il avait déjà recueillie par héritage reviendra à la nation, comme ce serait le cas dans la succession en ligne collatérale.

Le produit d'une réforme comme celle que j'envisage ne doit aller ni au Budget courant ni à la remise en état de l'outillage national. La recette a un tout autre caractère et son affectation doit avoir une tout autre nature.

Ceux qui quittent le stade

En somme, à quoi tend une réforme comme celle que je vous propose ? Elle tend à ce que, à l'intérieur de chaque génération, puisse s'établir à égalité la course entre tous les enfants, quelles que soient leur origine et leur fortune.

Je voudrais que l'emploi en fut entièrement absorbé, d'une part par un système d'éducation nationale qui serait l'ensemble, la suite d'épreuves de toutes sortes : épreuves d'orientation, de sélection, d'affectation par lesquelles chaque individu humain est finalement affecté au poste social où son rendement peut être le plus utile, et je n'ai pas besoin de vous dire que si nous nous plaçons à ce point de vue en matière d'éducation publique nous survolons de bien loin les querelles d'aujourd'hui sur la liberté ou la non-liberté de l'enseignement, sur la laïcité plus ou moins complètement respectée.

Je voudrais d'autre part que ce fût le système d'hygiène sociale — car là encore le point de vue est le même — et à l'autre extrémité le système de sécurité sociale, qui profitent de tout l'apport des ressources qu'un système de ce genre pourrait procurer. Car si nous devons mettre chaque enfant dans la meilleure condition possible d'entraînement pour la course à laquelle il va prendre part, nous devons aussi, par un système de sécurité sociale, recueillir et protéger les coureurs fatigués, ceux qui sont obligés de quitter le stade pour laisser leur place à ceux qui viennent.

Voilà en deux mots ce que j'avais conçu et je pense, en y réfléchissant exactement, que nous sommes au croisement du concept démocratique et du concept socialiste, car, au fond, l'idée commune, qui est à leur croisement, est bien celle de l'égalité. »

(« L'œuvre de Léon Blum », p. 269-270, Albin Michel)

liste, c'est l'absorption totale et éternelle de la chose appropriée, c'est le droit d'en user à son gré, de la transformer, de la transmettre, de la détruire. Le propriétaire d'un stock de blé peut le brûler, s'il lui plaît, quand le pain manque à la ville voisine. Le propriétaire d'une usine peut la laisser chômer, s'il lui plaît, quand des outils de première nécessité manquent à l'industrie ou à la culture.

Peu importe l'intérêt commun, la chose est à lui. Le jeu de la concentration, de la capitalisation, de l'héritage pourra rassembler dans les mains d'une centaine d'hommes, à la rigueur dans les mains d'un seul — Wells a fait ce rêve — toute la propriété utile du monde. Peu importe l'esclavage universel, la propriété reste sacrée... Peut-être, mais c'est l'instinct de conservation qui doit alors, à lui seul, légitimer la révolte. Songeons que la propriété individuelle a déjà subi quelques atteintes, que le progrès matériel et moral des sociétés a déjà arraché au propriétaire quelques-uns de ses attributs séculaires.

Un Romain était propriétaire de ses enfants comme de ses animaux de somme ; il pouvait les vendre ou les tuer. Un planteur des Antilles était propriétaire de ses esclaves comme de ses champs de canne à sucre. Mais la conscience humaine a élevé son cri et ces formes de la propriété sont tombées. D'autres tomberont à leur tour, qui sont nées de la même conception déviée et exorbitante du droit. Ce que nous disons aujourd'hui, c'est qu'un homme ne peut demeurer maître absolu, maître unique, maître éternel par sa descendance, de ce que l'effort passé des hommes a jadis recueilli ou créé, de ce qui conditionne aujourd'hui la vie présente des hommes.

Le bien des hommes appartient collectivement à tous les hommes ; le travail des hommes — les vivants et les morts — doit profiter collectivement à tous les hommes. Chacun doit son plein effort à l'œuvre commune ; chacun doit recueillir sa part du travail commun. En ces quelques formules si simples tient l'essentiel de l' « idéal socialiste ».

Ma part de vérité

Embrouilles

27 mars

Quelques jours avant de partir pour Israël, j'ai fait, salle des Agriculteurs, une conférence de presse avec Colette Audry, afin d'alerter l'opinion française sur l'inquiétante évolution de la situation politique en Tchécoslovaquie. A ce propos, j'ai souligné que le Parti socialiste se sentait solidaire de ceux qui, sous toutes les latitudes, souffrent de l'arbitraire, de la torture ou de l'exil. J'ai cité Angela Davis, les Juifs d'U.r.s.s., les démocrates d'Espagne et de Grèce, j'ai évoqué les grandes purges d'Indonésie, le malheur des Bengalis. J'aurais pu continuer longtemps sur ce thème, on l'imagine. Mais, comme j'ai aussi parlé des « Palestiniens à la recherche d'une patrie », cela m'a valu, dès mon arrivée à Tel-Aviv, une rude offensive de la presse israélienne. Cela allait de l'ironie (« M. Mitterrand a la larme facile ») à l'irritation (« M. Mitterrand se mêle de ce qui ne le regarde pas »), en passant par la nostalgie (« Le Parti socialiste a bien changé ! »).

Habitués aux excès de cette presse et mieux informés qu'elle, ni Golda Meir, ni Abba Eban, ni Ben Aharon, le leader du puissant syndicat Histadrout, n'ont eu le mauvais goût de s'engager sur ce terrain. Interrogé cependant du matin au soir par les radios et la télé, j'ai fini par répondre que, pour le Parti socialiste français, la reconnaissance du fait palestinien n'entraînait évidemment pas la négation du droit d'Israël à l'existence, droit proclamé par l'Onu il y a vingt-cinq ans (l'U.r.s.s. a été le premier pays à établir des relations diplomatiques avec le nouvel Etat) et qui ne peut être remis en cause. J'ajoutai que le droit d'exister supposait qu'Israël fût doté des moyens de survivre.

Le lendemain, deux agences se saisissaient de ma déclaration, la coupaient en morceaux, n'en retenaient que ce qui leur plaisait (le fait palestinien). Devais-je démentir mon démenti ? J'abandonnai ce combat inégal. Tant pis. Je fis confiance au bon sens des Israéliens qui savent que je suis leur ami et ne cherchai pas davantage à les convaincre.

Là-dessus, changement de décor. Je rentrai à Paris. Bien que je n'eusse pas varié d'un iota sur le Proche-Orient, je fus sommé par des journalistes pro-arabes d'expliquer les raisons de ces variations. Plutôt que de dévider à nouveau l'écheveau des arguments, rectifier, corriger, protester, je préférai laisser les commentateurs sérieux distinguer le vrai du faux et me contentai de rappeler, une fois de plus, les clauses du programme du Parti socialiste en la matière.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Mal m'en prit. On m'accusa ici d'avoir approuvé le plan Igal Allon, là de m'être rallié de a à z aux vues des extrémistes israéliens. Le secrétariat parisien de la Conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine dénonça « mon alignement sur les thèses sionistes les plus intransigeantes » et la caution que je donnais « à la politique expansionniste des dirigeants israéliens ». Outre !

Le quotidien algérien « El Moudjahid » me nomma « social-sioniste », me reprocha d'avoir été « partisan de la guerre à outrance en Algérie » (sic), de faire mienne la « philosophie de l'agression », de ressusciter enfin « la mentalité coloniale du XIXe siècle ». Outre ! Boufre !

Que dire ? Que faire ? J'eus un moment envie d'adresser aux uns et aux autres une solennelle mise au point. Oui, j'avais dit : non, je n'avais pas dit, etc., etc. Un peu de sagesse m'y fit renoncer. Ici comme ailleurs, par les temps qui courent, le oui et le non sont des monnaies bien dévaluées.

28 mars

Lisant l'année dernière « Le pain et les roses », cet ouvrage où Annie Kriegel trace les « jalons pour une histoire des socialismes », le chapitre intitulé « Léon Blum vu par les communistes » m'avait abasourdi. Je l'ai rouvert ce matin afin de préparer un article qu'on me demande sur le centenaire de la naissance de Blum, et j'éprouve le même choc. L'incroyable florilège ! « Blum, politicaillon de couloirs parlementaires, intime des plus grands financiers cosmopolites » (Marty) ; « Blum, traître à la classe ouvrière, au peuple et à la France » (Bonte) ; « il y a en Blum l'aversion de Millerand pour le socialisme, la cruauté de Pilsudski, la férocité de Mussolini, la lâcheté qui fait les hommes sanguinaires comme Noske et la haine de Trotsky envers l'Union soviétique. La classe ouvrière ne peut manquer de clouer ce monstre moral et politique au pilori d'infamie. Elle ne peut manquer de rejeter avec horreur et dégoût Blum-le-bourgeois, Blum la non-intervention, Blum la pause, Blum l'assassin de Clichy, Blum le policier, Blum la guerre » (Thorez).

Et ces épis, glanés le long du livre V, t. 19, des « Œuvres » de Maurice Thorez : « Sinistre Blum ; rusé politicien ; Tartuffe immonde, hideux d'hypocrisie jusqu'à donner la nausée à ceux qui doivent parfois l'approcher, non sans répulsion, canaille politique ; ses contorsions et ses sifflements de reptile répugnant ; le chacal Blum ; le gredin ; le pourvoyeur des prisons et des bagnes ; le récidiviste de la trahison ; l'auxiliaire de la police ; le mouchard Blum ; menteur professionnel ».

Je noterai, non pour les excuser, mais pour les comprendre, que ces imprécations sont contemporaines de la guerre de 1940 et que le climat entre la S.f.i.o. et le P.c.f. s'était singulièrement alourdi depuis les beaux jours du Front populaire. N'empêche ! Je me trouve fort chanceux de vivre à une époque où les dirigeants communistes se montrent, par comparaison, de si bonne compagnie. Songez donc, quel progrès ! Pas de canaille, pas de reptile, pas de chacal, pas de mouchard, pas de Tartuffe, pas d'assassin ! Nous faudra-t-il bénir le ciel d'avoir pour partenaire l'affable Georges Marchais ? Quoi qu'il en soit, que les pessimistes se rassurent : on a vu pire.

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT